

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2008 — 3179

[2008/203189]

Extrait de l'arrêt n° 122/2008 du 1^{er} septembre 2008

Numéro du rôle : 4268

En cause : le recours en annulation de la loi du 18 décembre 2006 « modifiant les articles 80, 259^{quater}, 259^{quinquies}, 259^{nonies}, 259^{decies}, 259^{undecies}, 323^{bis}, 340, 341, 346 et 359 du Code judiciaire, rétablissant dans celui-ci l'article 324 et modifiant les articles 43 et 43^{quater} de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire », introduit par Béatrix Ceulemans et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et M. Bossuyt, et des juges P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels et T. Merckx-Van Goey, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 16 juillet 2007 et parvenue au greffe le 17 juillet 2007, Béatrix Ceulemans, demeurant à 1800 Vilvorde, J. Ensorlaan 49, Jean-Paul De Graef, demeurant à 9000 Gand, Voskenslaan 473/3, Stefaan D'Halleweyn, demeurant à 3201 Langdorp, Langdorpsesteenweg 301, Gaby Van den Bossche, demeurant à 1731 Relegem, Poverstraat 33, Robert Blondiaux, demeurant à 6061 Montignies-sur-Sambre, chaussée de Charleroi 450, François Francis, demeurant à 5560 Finnevaux-Houyet, rue du Village 2, Michel Joachim, demeurant à 4367 Crisnée, rue Louis Happart 2, Viviane Lebe, demeurant à 4051 Vaux-sous-Chèvremont, rue de Chèvremont 80, Jean-François Marot, demeurant à 4500 Huy, rue Rioul 42, François Moinet, demeurant à 6600 Bastogne, rue de Marche 64b, Guy Millet, demeurant à 7030 Mons, avenue Albert-Elisabeth 29, Alain Nicolas, demeurant à 7050 Jurbise, Chemin de la Ferme 137, Jean-Marie Quairiat, demeurant à 1120 Bruxelles, Sentier du Verger 10, et Cédric Visart de Bocarmé, demeurant à 5100 Dave, rue du Rivage 157, ont introduit un recours en annulation de la loi du 18 décembre 2006 « modifiant les articles 80, 259^{quater}, 259^{quinquies}, 259^{nonies}, 259^{decies}, 259^{undecies}, 323^{bis}, 340, 341, 346 et 359 du Code judiciaire, rétablissant dans celui-ci l'article 324 et modifiant les articles 43 et 43^{quater} de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire » (publiée au *Moniteur belge* du 16 janvier 2007).

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. Les parties requérantes demandent l'annulation de la loi du 18 décembre 2006 « modifiant les articles 80, 259^{quater}, 259^{quinquies}, 259^{nonies}, 259^{decies}, 259^{undecies}, 323^{bis}, 340, 341, 346 et 359 du Code judiciaire, rétablissant dans celui-ci l'article 324 et modifiant les articles 43 et 43^{quater} de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire ».

B.2. Il apparaît des termes de la requête que les moyens portent sur les articles 3, 4, 5 et 7 de cette loi. Ces dispositions énoncent :

« Art. 3. A l'article 259^{quater} du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par les lois du 17 juillet 2000, 21 juin 2001 et 3 mai 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

' § 1^{er}. Le premier président de la Cour de cassation et le procureur général près la Cour de cassation sont désignés par le Roi, pour un mandat de cinq ans non renouvelable au sein de la même juridiction ou du même parquet.

Les autres chefs de corps visés à l'article 58^{bis}, 2°, sont désignés par le Roi, pour un mandat de cinq ans immédiatement renouvelable une seule fois au sein de la même juridiction ou du même parquet. ' ;

2° Le § 2, alinéa 1^{er}, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

' 2° du chef de corps de la juridiction ou du ministère public près la juridiction où le candidat exerce les fonctions de magistrat. Pour les magistrats chargés d'une mission en application de l'article 144^{bis}, § 3, alinéas 1^{er} et 2, le procureur fédéral émet un avis si l'intéressé travaille pour lui à temps plein. Si les prestations ne sont pas accomplies à temps plein, l'avis du procureur fédéral sur l'aspect lié au travail fédéral est joint à celui du chef de corps. ' ;

3° Le § 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

' Lorsque le chef de corps visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, est le même que celui visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, l'avis est rendu, soit par l'assemblée générale pour la Cour de cassation, soit par le président du collège des procureurs généraux pour le procureur fédéral, soit par le chef de corps de la juridiction immédiatement supérieure ou du ministère public près cette juridiction dans les autres cas. Il en est de même lorsque le chef de corps visé à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, se trouve, pour quelque raison que ce soit, dans l'impossibilité d'émettre un avis ou qu'il existe un intérêt personnel contraire dans son chef au sens de l'article 259^{ter}, § 1^{er}, alinéa 5. Les modalités de l'article 259^{ter}, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, alinéas 1^{er} à 3, sont applicables par analogie. ' ;

4° au § 3, alinéa 2, 3° les mots ' 6 ans ' sont remplacés par les mots ' 5 ans ' ;

5° il est inséré un § 3^{bis} rédigé comme suit :

' § 3^{bis}. Au plus tard à la fin du 52e mois d'exercice du mandat, le chef de corps visé au § 1^{er}, alinéa 2, informe le ministre de la Justice s'il demande ou non le renouvellement du mandat. S'il ne le demande pas, il est procédé à l'ouverture du mandat.

Pour pouvoir demander le renouvellement, le chef de corps doit, à la date d'expiration du premier mandat, être éloigné d'au moins cinq ans de la limite d'âge visée à l'article 383, § 1^{er}.

Si l'intéressé a demandé le renouvellement du mandat, le Ministre de la Justice transmet, au plus tard 60 jours avant l'expiration du mandat, le dossier de renouvellement comprenant les pièces visées à l'article 259^{novies}, § 10, alinéa 14, à la commission de nomination et de désignation compétente du Conseil supérieur de la justice.

La commission de nomination et de désignation entend le chef de corps.

La présentation par la commission de nomination et de désignation prend la forme d'une décision motivée d'acceptation ou de refus du renouvellement du mandat de chef de corps. Elle est transmise au plus tard 30 jours avant l'expiration du mandat au Ministre de la Justice.

Le renouvellement du mandat ou l'ouverture du mandat a lieu dans les 30 jours avant l'expiration du mandat.

En cas de désignation d'un chef de corps visé au § 6, alinéa 3, les délais visés au présent paragraphe courent selon le calendrier qui aurait été d'application pour son prédécesseur.

Lorsque le mandat d'un chef de corps n'est pas renouvelé, le mandat est exercé, jusqu'à désignation du successeur, par un titulaire d'un mandat adjoint dans l'ordre d'ancienneté de service ou, à défaut, par un autre magistrat dans l'ordre d'ancienneté de service. ';

6° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

' § 4. A la fin du mandat, le chef de corps issu de la même juridiction ou du même parquet réintègre la fonction à laquelle il était nommé au moment de sa désignation ou, le cas échéant, le mandat adjoint auquel il avait été désigné.

La désignation comme chef de corps dans la juridiction dont le magistrat est issu suspend le mandat adjoint. ';

7° au § 5, alinéa 2, les mots ' le § 4 ' sont remplacés par les mots ' le § 4, alinéa 1^{er} ';

8° au § 5, alinéa 3, les mots ' à titre définitif ' sont supprimés;

9° le § 5, alinéa 4, est remplacé par la disposition suivante :

' Si aucune demande en ce sens n'a été adressée au Roi selon le cas au plus tard six mois avant l'expiration du mandat ou dans le mois précédant la fin du mandat si le mandat n'est pas renouvelé, le § 4, est d'application. ';

10° le § 6 est remplacé par la disposition suivante :

' § 6. L'ouverture d'un mandat de chef de corps donne lieu à l'application de l'article 287.

Si le mandat de premier président de la Cour de cassation ou de procureur général près la Cour de cassation devient prématurément vacant, il n'est fait application de l'article 287 que pour autant qu'au moment où le mandat devient vacant, la date d'expiration normale du mandat est éloignée d'au moins deux ans. Si ce délai est inférieur à deux ans, le mandat est achevé par le remplaçant visé à l'article 319, alinéa 2.

Si au moment où un mandat de procureur fédéral, de premier président de la cour d'appel de Bruxelles, de procureur général près la cour d'appel de Bruxelles, de premier président de la cour du travail de Bruxelles, de président du tribunal de première instance de Bruxelles, du tribunal du travail de Bruxelles et du tribunal de commerce de Bruxelles, de procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles et d'auditeur du travail près le tribunal du travail de Bruxelles, devient prématurément vacant, la date d'expiration normale du mandat est éloignée d'au moins deux ans, il est fait application de l'article 287.

Si au moment où un mandat visé à l'alinéa 3 devient prématurément vacant, la date d'expiration normale du mandat est éloignée de moins de deux ans, le mandat est achevé par le remplaçant visé à l'article 319, alinéa 2.

Si le remplacement visé à l'alinéa 4 a lieu au cours du premier mandat, il est fait application de l'article 287 pour l'attribution d'un mandat pour la période de renouvellement ou la partie restante de cette période.

Dans le cas d'un appel aux candidats en application des alinéas 2, 3 et 5, peuvent seuls poser leur candidature, sous peine d'irrecevabilité, ceux qui satisfont aux mêmes conditions linguistiques que le chef de corps dont le mandat prend fin prématurément.

La durée du mandat de celui qui est désigné en qualité de chef de corps en application de l'alinéa 2, 3 ou 5 est, par dérogation au § 1^{er}, limitée à la durée restante du mandat prenant fin prématurément. Toutefois si la désignation à un mandat visé à l'alinéa 3 intervient au cours du premier mandat, il est fait application du § 3bis, pour la période de renouvellement. ';

11° au § 7, alinéa 2, les mots ', à l'exception des dispositions du § 4 relatives au traitement et aux augmentations et avantages y afférents ' sont supprimés.

Art. 4. A l'article 259quinquies du même Code, inséré par la loi du 28 décembre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, le 1° est complété par la disposition suivante :

' Pour pouvoir être désigné président de la Cour de cassation, il faut en outre qu'au moment où le mandat s'ouvre effectivement, le candidat soit éloigné d'au moins cinq ans de la limite d'âge visée à l'article 383, § 1^{er}. ';

2° au § 1^{er}, le 2° est complété par la disposition suivante :

' Pour pouvoir être désigné premier avocat général près la Cour de cassation, il faut en outre, qu'au moment où le mandat s'ouvre effectivement le candidat soit éloigné d'au moins cinq ans de la limite d'âge visée à l'article 383, § 1^{er}. ';

3° un § 1^{er}bis, rédigé comme suit, est inséré :

' § 1^{er}bis. Les désignations aux mandats adjoints de président de la Cour de cassation et de premier avocat général près la Cour de cassation s'effectuent pour une période de cinq ans non renouvelable.

Le président de la Cour de cassation et le premier avocat général près la Cour de cassation sont soumis à une évaluation au cours de la cinquième année du mandat.

A l'expiration de leur mandat, ils réintègrent la dernière fonction à laquelle ou le dernier mandat adjoint auquel ils avaient été nommés ou désignés. Le cas échéant, le surnombre disparaît lorsqu'un mandat du même rang devient vacant.

La désignation comme président de la Cour de cassation suspend le mandat adjoint de président de section à la Cour de cassation.

En cas de fin anticipée du mandat, la procédure visée au § 1^{er} est entamée en vue de désigner un magistrat du même rôle linguistique qui termine le mandat en cours. ';

4° au § 2, alinéa 1^{er}, le mot ' autres ' est inséré entre les mots ' Les désignations aux ' et les mots ' mandats adjoints ';

5° au § 2, alinéa 2, dans le texte français les mots ' se libère ' sont supprimés.

Art. 5. L'article 259novies du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par les lois des 13 mars 2001 et 3 mai 2003 est remplacé par la disposition suivante :

' Art. 259novies. § 1^{er}. Les magistrats professionnels effectifs sont soumis à une évaluation écrite motivée, soit une évaluation périodique lorsqu'il s'agit d'une nomination, soit une évaluation du mandat lorsqu'il s'agit d'un mandat de chef de corps, d'un mandat adjoint ou d'un mandat spécifique.

Les évaluations périodiques sont effectuées dans les trente jours après l'expiration des délais prévus au présent chapitre. Il peut être procédé anticipativement à une nouvelle évaluation lorsque des faits particuliers se sont produits ou des constatations particulières ont été faites depuis la dernière évaluation.

L'évaluation périodique peut donner lieu à une mention " très bon ", " bon ", " suffisant ", " insuffisant ". L'évaluation des titulaires des mandats peut donner lieu à une mention " bon " ou " insuffisant ".

L'évaluation porte sur la manière dont les fonctions sont exercées, à l'exception du contenu de toute décision judiciaire, et est effectuée sur la base de critères portant sur la personnalité ainsi que sur les capacités intellectuelles, professionnelles et organisationnelles.

L'évaluation des chefs de corps porte également sur leur capacité de management et notamment sur la gestion du personnel et les initiatives prises en vue de lutter contre l'arriéré judiciaire.

Sur la proposition du Conseil supérieur de la Justice, le Roi détermine les critères d'évaluation et la pondération de ces critères compte tenu de la spécificité des fonctions et des mandats, et détermine les modalités d'application de ces dispositions.

§ 2. Au début de la période sur laquelle porte l'évaluation du magistrat, un entretien de planification a lieu entre le magistrat et ses évaluateurs ou l'un d'entre eux.

Le lieu et le moment auxquels aura lieu l'entretien de planification sont communiqués au magistrat, par lettre recommandée à la poste ou contre accusé de réception daté, au plus tard quinze jours avant la date de cet entretien.

L'entretien de planification vise à fixer les objectifs pour la période d'évaluation qui suit, sur la base d'une description concrète de la fonction du magistrat et en tenant compte du contexte organisationnel. Ces objectifs doivent être spécifiques, mesurables, acceptables et réalisables.

Les évaluateurs, ou l'un d'entre eux, déterminent quelle mention sera attribuée au magistrat s'il atteint les objectifs fixés. Si la mention attribuée n'est pas la plus élevée, l'évaluateur indique au magistrat quels sont les objectifs qui devraient être atteints pour obtenir une mention plus favorable.

Le magistrat rédige, à l'intention de ses évaluateurs ou de l'un d'entre eux, un rapport de l'entretien de planification.

Ce rapport mentionne les points sur lesquels un accord a été atteint. Pour les points sur lesquels aucun accord n'a été atteint, les différents points de vue sont exposés.

A défaut d'accord, la divergence d'opinions est décrite aussi précisément que possible. Si les évaluateurs, ou l'un d'entre eux, estiment que le rapport n'est pas une transcription fidèle du contenu de l'entretien de planification, ils y joignent leur version. Une copie est transmise au magistrat.

L'original du rapport et, le cas échéant, de la version des évaluateurs sont conservés dans le dossier d'évaluation.

§ 3. Au cours de la période d'évaluation un entretien fonctionnel peut avoir lieu lorsqu'il existe des raisons d'adapter le profil de fonction ou les objectifs. Cet entretien intervient soit à l'initiative des évaluateurs ou de l'un d'entre eux, soit à la demande du magistrat.

Le lieu et le moment sont déterminés de commun accord.

A défaut de consensus, l'entretien fonctionnel a lieu au cours des quinze jours suivant la demande écrite d'une des parties, communiquée à l'autre partie par lettre recommandée à la poste ou contre accusé de réception daté.

Le magistrat rédige un rapport de l'entretien fonctionnel pour ses évaluateurs ou l'un d'entre eux, conformément à la procédure fixée au § 2, alinéas 6 à 8.

§ 4. Le lieu et le moment auxquels aura lieu l'entretien d'évaluation sont communiqués au magistrat, par lettre recommandée à la poste ou contre accusé de réception daté, au plus tard 15 jours avant la date de cet entretien.

Par le biais de cette notification le magistrat est invité à préparer l'entretien d'évaluation par écrit et à remettre cette préparation aux évaluateurs au plus tard trois jours avant l'entretien d'évaluation.

Ensuite, les évaluateurs rédigent un projet d'évaluation provisoire. Celui-ci est communiqué au magistrat pendant l'entretien d'évaluation et est examiné avec lui. Le projet peut être adapté en fonction de l'entretien.

§ 5. Le chef de corps ou le président de l'assemblée générale des juges de paix et des juges au tribunal de police envoie avec accusé de réception daté ou par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception une copie de l'évaluation provisoire à l'intéressé.

L'intéressé peut envoyer, sous peine de déchéance, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'évaluation provisoire, ses observations écrites par accusé de réception daté ou par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception au chef de corps ou au président de l'assemblée générale des juges de paix et des juges au tribunal de police, qui joint l'original au dossier d'évaluation.

Si le magistrat ne formule aucune observation écrite sur l'évaluation provisoire, celle-ci devient définitive.

Toutefois, si le magistrat formule des observations écrites sur l'évaluation provisoire, une évaluation écrite définitive est rédigée dans laquelle il est répondu par écrit à ces observations.

§ 6. Dans les quinze jours suivant la réception de ces observations, le chef de corps ou le président de l'assemblée générale des juges de paix et des juges au tribunal de police envoie une copie de la mention définitive au ministre de la Justice et par accusé de réception daté ou par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception à l'intéressé.

§ 7. L'entretien d'évaluation est suivi d'un entretien de planification pour la période suivante.

§ 8. Les dossiers d'évaluation sont conservés par le chef de corps ou le président de l'assemblée générale des juges de paix et des juges au tribunal de police. Une copie des mentions définitives est conservée auprès du Ministre de la Justice pendant au moins dix ans. Les évaluations sont confidentielles et peuvent être en tout temps être consultées par l'évalué.

§ 9. Les §§ 2 à 8 ne sont pas applicables aux chefs de corps.

Au cours de la deuxième année d'exercice du mandat, la mise en place du plan de gestion visé à l'article 259^{quater}, § 2, alinéa 3, d, fait l'objet d'un entretien de suivi entre le chef de corps et les membres de la chambre compétente du collège d'évaluation visé à l'article 259^{undecies}, § 3. Cet entretien porte sur les mesures managériales adoptées et le cas échéant sur les adaptations apportées au plan de gestion par le chef de corps depuis son entrée en fonction. Le chef de corps visé à l'article 259^{quater}, § 6, alinéa 3, et celui visé à l'alinéa 5 dans le cas où le mandat attribué est d'une durée inférieure à cinq ans, ne sont pas soumis à un entretien de suivi.

En cas de renouvellement du mandat, l'entretien de suivi porte sur la mise en place du plan de fonctionnement rédigé par le chef de corps au cours de la cinquième année de son premier mandat.

L'entretien de suivi a lieu au plus tôt au cours du dix-huitième mois d'exercice du mandat.

Le chef de corps rédige un rapport de cet entretien. Si la chambre compétente du collège d'évaluation estime que le rapport n'est pas une transcription fidèle du contenu de l'entretien de suivi, elle y joint sa version. Une copie est transmise au magistrat. L'original du rapport et, le cas échéant, de la version des évaluateurs sont conservés dans le dossier d'évaluation.

Le lieu et le moment auxquels auront lieu les entretiens de suivi entre le chef de corps et la chambre compétente dudit collège sont communiqués au magistrat par le président de la chambre compétente du collège d'évaluation, par lettre recommandée à la poste ou contre accusé de réception daté, au plus tard dix jours avant la date de l'entretien.

La chambre compétente du collège d'évaluation établit les éventuelles recommandations suscitées par l'entretien de suivi au plus tard au cours du 24^e mois d'exercice du mandat.

Le cas échéant, le président de la chambre compétente du collège d'évaluation communique, dans ce délai, une copie des recommandations contre accusé de réception daté ou par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, à l'intéressé.

Une copie des éventuelles recommandations est conservée par le ministre de la Justice pendant au moins dix ans.

§ 10. Les chefs de corps sont évalués au cours de leur cinquième année d'exercice du mandat. Pour l'évaluation du chef de corps visé à l'article 259^{quater}, § 6, alinéa 3, ainsi que celui visé à l'alinéa 5 dans le cas où le mandat attribué est d'une durée inférieure à cinq ans, les délais visés au présent paragraphe courent selon le calendrier qui aurait été d'application pour le prédécesseur.

L'évaluation est entamée au plus tôt au cours du cinquante-quatrième mois d'exercice du mandat.

Le rapport de l'entretien de suivi et le cas échéant la version de la chambre compétente du collège d'évaluation visé à l'article 259^{undecies}, § 3, le rapport de fonctionnement établi par le chef de corps, les avis obligatoires et facultatifs et les entretiens d'évaluation entre le chef de corps et la chambre compétente du collège d'évaluation constituent la base de l'évaluation.

Les chefs de corps adressent en double exemplaire le rapport de fonctionnement à la chambre compétente dudit collège au cours du cinquante-quatrième mois d'exercice du mandat.

Le directeur général de la direction générale de l'organisation judiciaire du Service public fédéral Justice et selon le cas, l'assemblée générale ou l'assemblée de corps transmettent en double exemplaire un avis motivé à la chambre compétente dudit collège au cours du cinquante-quatrième mois d'exercice du mandat.

Une copie de ces avis est adressée au chef de corps concerné dans les mêmes délais respectivement par l'assemblée générale ou l'assemblée de corps et par le Service public fédéral Justice par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou contre accusé de réception daté.

Les avis non rendus sont censés n'être ni favorables ni défavorables.

Le lieu et le moment auxquels auront lieu les entretiens d'évaluation entre le chef de corps et la chambre compétente dudit collège sont communiqués au magistrat par le président de la chambre compétente du collège d'évaluation, par lettre recommandée à la poste ou contre accusé de réception daté, au plus tard dix jours avant la date de l'entretien.

La chambre compétente du collège d'évaluation établit la mention provisoire.

Le président de la chambre compétente du collège d'évaluation communique une copie de la mention provisoire à l'intéressé par accusé de réception daté ou par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

L'intéressé peut, à peine de déchéance, dans un délai de dix jours à compter de la notification de la mention provisoire, adresser ses observations écrites, contre accusé de réception daté ou par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, au président de la chambre compétente du collège d'évaluation lequel joint l'original au dossier d'évaluation.

La chambre compétente du collège d'évaluation établit la mention définitive au plus tard septante jours avant la fin du mandat. La mention définitive est accompagnée d'une motivation.

Le président de la chambre compétente du collège d'évaluation communique, dans ce délai, une copie de la mention définitive motivée contre accusé de réception daté ou par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, à l'intéressé.

Le président de la chambre compétente du collège d'évaluation communique parallèlement les pièces suivantes au ministre de la Justice :

- le rapport de l'entretien de suivi rédigé par le chef de corps et le cas échéant complété par la version de la chambre compétente du collège d'évaluation;
- le rapport de fonctionnement rédigé par le chef de corps;
- les avis obligatoires visés à l'alinéa 5 et facultatifs demandés par la chambre;
- la mention d'évaluation définitive motivée;
- les documents attestant la notification des avis au candidat.

Les dossiers d'évaluation sont conservés par le président de la chambre compétente du collège d'évaluation. Une copie des mentions définitives est conservée par le Ministre de la Justice pendant au moins dix ans. L'évaluation est confidentielle et peut être consultée à tout moment par l'évalué. '.

Art. 7. A l'article 259^{undecies} du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par les lois des 21 juin 2001 et 3 mai 2003 sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots ' autre que le mandat de président de la Cour de cassation et de premier avocat général près la Cour de cassation ' sont insérés entre les mots ' mandat adjoint ' et les mots ' ou spécifique ' ;

2° l'article est complété par un § 3, libellé comme suit :

' § 3. Il est créé un collège d'évaluation composé d'une chambre francophone et d'une chambre néerlandophone chargées respectivement d'évaluer les chefs de corps du groupe linguistique francophone ou néerlandophone.

A défaut de magistrat de la chambre francophone justifiant de la connaissance de la langue allemande, il est fait appel à un interprète.

L'évaluation des chefs de corps est effectuée par la chambre compétente du collège d'évaluation composée de deux chefs de corps issus du siège ou du parquet selon que l'évalué appartient au siège ou au parquet, de deux magistrats membres de la commission d'avis et d'enquête du Conseil supérieur de la Justice, d'un magistrat de la Cour des comptes et d'un spécialiste en gestion des ressources humaines.

Les chambres sont chacune présidées par le chef de corps ayant l'ancienneté la plus élevée.

Les membres du collège d'évaluation siègent pour une période de quatre ans renouvelable, prenant cours le jour de la publication de la composition des chambres au *Moniteur belge*. Les membres sortants siègent jusqu'à l'installation des nouveaux membres.

La procédure de désignation est entamée au plus tard huit mois avant l'expiration des mandats.

Les membres qui ont fait l'objet d'une évaluation " insuffisante " ou qui ont perdu la qualité sur base de laquelle ils ont été désignés membre du collège sont remplacés d'office par un suppléant. Les membres des collèges d'évaluation admis à la retraite peuvent achever leur mandat au-delà de leur mise à la retraite.

Les membres des chambres du collège d'évaluation doivent s'abstenir d'émettre un avis chaque fois qu'il existe un intérêt personnel ou contraire. Ils ne peuvent notamment émettre un avis sur des parents ou alliés jusqu'au quatrième degré ni sur des personnes avec qui ils constituent un ménage de fait.

Les décisions des chambres sont prises à la majorité absolue des membres. En cas d'égalité, la voix du président de la chambre est prépondérante.

Selon qu'ils exercent leur fonction au siège ou au parquet, les chefs de corps sont élus respectivement par les chefs de corps du siège ou du parquet parmi tous les chefs de corps du siège ou du parquet du même groupe linguistique éloignés d'au moins quatre ans de la limite d'âge visée à l'article 383, § 1^{er}. Le vote est obligatoire.

Les magistrats membres du Conseil supérieur de la justice sont désignés par l'assemblée générale du Conseil supérieur de la Justice.

Les conseillers à la Cour des comptes sont désignés par le premier président de la Cour des comptes.

Les spécialistes en gestion des ressources humaines sont désignés par le ministre de la Justice sur proposition du ministre de la Fonction publique.

Le secrétariat des chambres du collège d'évaluation est assuré par le greffe de la Cour de cassation.

Les modalités des élections, le nombre de suppléants de chaque catégorie de membres du collège d'évaluation et le jeton de présence alloué aux magistrats de la Cour des comptes et aux spécialistes en ressources humaines sont fixés par arrêté royal. ' ».

Quant aux premier et deuxième moyens

B.3.1. Dans le premier moyen, les parties requérantes soutiennent que les articles 259^{novies} et 259^{undecies} du Code judiciaire, modifiés par les articles 5 et 7 de la loi attaquée, violent les articles 10 et 11, lus en combinaison avec l'article 151, §§ 5 et 6, de la Constitution, en ce qu'ils soumettent à une évaluation le premier président de la Cour de cassation, les premiers présidents des cours et les présidents des tribunaux; l'article 151, § 6, de la Constitution ne le permettant pas, ceux-ci sont discriminatoirement privés d'une garantie qui leur est offerte par la Constitution et du droit d'exercer leur fonction de manière indépendante. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, le moyen indique ainsi la différence de traitement qui serait contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution et ne peut être tenu pour pris de la violation directe de l'article 151, § 6, de celle-ci.

B.3.2. Dans le deuxième moyen, les parties requérantes soutiennent que les mêmes dispositions du Code judiciaire violent les mêmes dispositions de la Constitution en ce qu'elles permettent au pouvoir politique de s'immiscer dans le pouvoir judiciaire et portent ainsi une atteinte discriminatoire à l'indépendance que la Constitution garantit aux chefs de corps et en ce qu'elles ne prévoient ni recours ni contrôle judiciaire en ce qui concerne les décisions relatives à l'évaluation.

B.3.3. Les deux moyens sont examinés ensemble, dès lors que, dirigés contre les mêmes dispositions législatives et invoquant la violation des mêmes dispositions constitutionnelles, ils portent l'un et l'autre sur l'évaluation à laquelle sont désormais soumis les chefs de corps et dont est chargé un collège de six membres, dont deux sont désignés, respectivement, par le premier président de la Cour des comptes et par le pouvoir exécutif.

B.4.1. Les dispositions attaquées font partie d'un ensemble de mesures par lesquelles le législateur a modifié le Code judiciaire pour remplacer le régime du mandat des chefs de corps, fixé à sept ans et non renouvelable, tel qu'il avait été établi par la loi du 22 décembre 1998, par un régime d'un mandat de cinq ans, qui est immédiatement renouvelable une seule fois lorsqu'il s'agit d'un mandat autre que celui de premier président de la Cour de cassation ou de procureur général près la Cour de cassation (article 259^{quater}, nouveau) (*Doc. parl.*, Sénat, 2005-2006, n° 3-1707/1, p. 4, n° 3-1707/5, p. 49 et Chambre, 2005-2006, DOC 51-2646/003, p. 3). A cette occasion, le législateur estima qu'il y aurait désormais lieu de soumettre les chefs de corps à une évaluation prévue par le Code judiciaire (article 259^{novies}, nouveau). Les parties requérantes soutiennent que l'article 151, § 6, de la Constitution s'oppose à ce qu'il en soit ainsi.

B.4.2. L'article 151, §§ 5 et 6, de la Constitution dispose :

« § 5. Le premier président de la Cour de cassation, les premiers présidents des cours et les présidents des tribunaux sont désignés par le Roi à ces fonctions dans les conditions et selon le mode déterminés par la loi.

Cette désignation se fait sur présentation motivée de la Commission de nomination et de désignation compétente, à la majorité des deux tiers conformément aux modalités déterminées par la loi et après évaluation de la compétence et de l'aptitude. Cette présentation ne peut être refusée que selon le mode déterminé par la loi et moyennant motivation.

Dans le cas de désignation à la fonction de premier président de la Cour de cassation ou de premier président des cours, les assemblées générales concernées de ces cours émettent un avis motivé selon le mode déterminé par la loi, préalablement à la présentation visée à l'alinéa précédent.

Le président et les présidents de section de la Cour de cassation, les présidents de Chambre des cours et les vice-présidents des tribunaux sont désignés à ces fonctions par les cours et tribunaux en leur sein, dans les conditions et selon le mode déterminés par la loi.

Sans préjudice des dispositions de l'article 152, la loi détermine la durée des désignations à ces fonctions.

§ 6. Selon le mode déterminé par la loi, les juges, les titulaires des fonctions visées au § 5, alinéa 4, et les officiers du ministère public sont soumis à une évaluation ».

B.4.3. L'avant-projet de loi qui fut soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat contenait un article 2 rédigé comme suit :

« A l'article 259^{quater} du Code judiciaire, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par les lois du 17 juillet 2000, 21 juin 2001 et 3 mai 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante ' Les chefs de corps visés à l'article 58^{bis}, 2°, sont désignés par le Roi, pour un mandat de dix ans non immédiatement renouvelable au sein de la même juridiction ou du même parquet.

Le Roi met toutefois fin à ce mandat si l'évaluation visée à l'article 259^{novies}, §§ 1^{er} et 9, donne lieu à une mention " insuffisant " au terme du soixantième mois de mandat '.

[...] » (*Doc. parl.*, Sénat, 2005-2006, n° 3-1707/1, p. 27).

Dans son avis, le Conseil d'Etat fit observer :

« 1. Chefs de corps de la magistrature assise

1.1. L'introduction, par la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la Justice, la nomination et la désignation de magistrats, et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats, a préalablement requis une modification - intervenue le 20 novembre 1998 à l'article 151 de la Constitution qui précise :

- en son paragraphe 5, alinéas 4 et 5 :

' Le président et les présidents de section de la Cour de cassation, les présidents de chambre des cours et les vice-présidents des tribunaux sont désignés à ces fonctions par les cours et tribunaux en leur sein, dans les conditions et selon le mode déterminés par la loi.

Sans préjudice des dispositions de l'article 152, la loi détermine la durée des désignations à ces fonctions. ' ;

- en son paragraphe 6 :

' Selon le mode déterminé par la loi, les juges, les titulaires des fonctions visées au paragraphe 5, alinéa 4, et les officiers du ministère public sont soumis à une évaluation. '.

Ainsi qu'en convient le délégué de la ministre,

la raison (de ces modifications) est qu'au moment où (elles ont) été discutée(s) et adoptée(s), le Parlement discutait en parallèle du projet de loi modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la Justice, la nomination et la désignation des magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats, dit projet "Octopus". Or, dans le cadre de ce projet, un très large consensus existait pour soumettre les titulaires d'un mandat-adjoint à un système de mandat renouvelable (trois ans renouvelable deux fois et définitif après neuf ans). Le même consensus n'existait pas pour les mandats de chef de corps : à ce propos, le projet prévoyait des mandats d'une durée de sept ans, non renouvelable. Le Constituant a, dès lors, logiquement, considéré que pour les fonctions s'exerçant dans le cadre d'un mandat renouvelable, il s'indiquait d'inscrire dans la Constitution le principe selon lequel ces fonctions sont soumises à évaluation. Une conclusion aussi catégorique ne s'imposait évidemment pas pour les fonctions soumises à mandat non renouvelable.

1.2. L'impossibilité de procéder à l'évaluation d'un mandat de chef de corps dans la magistrature assise est donc inscrite dans l'article 151, § 6, de la Constitution. En effet, dès lors que les titulaires d'un mandat de chef de corps dans la magistrature assise, mentionnés à l'article 151, § 5, alinéa 1^{er}, de la Constitution ne sont pas visés dans l'article 151, § 6, ils ne peuvent être soumis à évaluation. A fortiori ne peuvent-ils être soumis à une évaluation assortie de recommandations, ce qui porterait encore davantage atteinte à leur indépendance.

En outre, aucune disposition constitutionnelle n'autorise le Roi à mettre fin à un mandat de chef de corps dans la magistrature assise, de quelque façon que ce soit et donc également anticipativement.

1.3. Il en résulte que dans la mesure où il vise à soumettre les chefs de corps de la magistrature assise à l'évaluation et à donner la possibilité au Roi de mettre un terme à leur mandat, l'avant-projet de loi n'est pas compatible avec l'article 151 de la Constitution ni dans son esprit ni dans sa lettre » (*Doc. parl.*, Sénat, 2005-2006, n° 3-1707/1, pp. 36 et 37).

A la suite de cette observation, le Gouvernement modifia le projet en supprimant la possibilité, pour le Roi, de mettre fin à un mandat de chef de corps dans la magistrature assise et en remplaçant le régime du mandat de dix ans non immédiatement renouvelable par un mandat renouvelable de cinq ans (*ibid.*, p. 15).

B.4.4. Le projet ainsi amendé maintenant un régime d'évaluation pour les chefs de corps, cette question fut examinée à plusieurs reprises au cours des travaux préparatoires (*Doc. parl.*, Sénat, 2005-2006, n° 3-1707/1, pp. 5 et 6, n° 3-1707/5, pp. 3, 12, 39, 42, 50 à 53, et Chambre, 2005-2006, DOC 51-2646/003, pp. 5 et 27) mais le Gouvernement maintint sa position, estimant que l'article 151, § 6, de la Constitution imposait au législateur d'organiser l'évaluation des personnes qu'il vise mais ne lui interdisait pas de le faire pour d'autres, compte tenu de ce que le renouvellement des mandats des chefs de corps, qui n'était pas prévu à l'époque où l'article 151, § 6, de la Constitution fut adopté en 1998, était désormais envisagé et justifiait que fût prévue une évaluation (*Doc. parl.*, Sénat, 2005-2006, n° 1707/5, pp. 3, 43 et 53 et *Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2646/003, p. 11). Ces considérations ne peuvent toutefois l'emporter sur le texte clair de l'article 151 de la Constitution : d'une part, son paragraphe 6 énumère les magistrats qui peuvent être soumis à une évaluation, sans y inclure les titulaires des fonctions visées au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, à savoir les premiers présidents et présidents des cours et tribunaux; d'autre part, le paragraphe 5, alinéa 5, habilite le législateur à déterminer la durée des désignations à toutes les fonctions énumérées dans ce paragraphe, ce qui implique qu'il peut décider de leur caractère renouvelable, sans excepter les fonctions de premier président et de président.

En outre, l'évaluation pour le mandat de premier président de la Cour de cassation ne peut être justifiée par la possibilité d'un renouvellement d'un tel mandat puisque celui-ci ne peut être renouvelé.

B.4.5. Dès lors que l'impossibilité de procéder à l'évaluation d'un mandat de chef de corps de la magistrature assise découle de l'article 151, § 6, de la Constitution, le législateur qui instaure une telle évaluation établit une identité de traitement entre deux catégories de magistrats pour lesquels le Constituant a prévu un traitement différent.

B.4.6. De plus, en ce qui concerne la composition des collèges d'évaluation, il peut certes être admis que lorsqu'il adopte une telle mesure, déjà prévue par la Constitution elle-même pour d'autres fonctions judiciaires, le législateur souhaite que le collège d'évaluation puisse être éclairé par l'avis de personnes extérieures à la magistrature, compte tenu de ce qu'un chef de corps est aussi appelé à gérer un budget et à diriger des collaborateurs. Ainsi a-t-il prévu qu'un avis soit donné par le directeur général de la direction générale de l'organisation judiciaire du service public fédéral Justice (article 259^{novies}, § 10, alinéa 5, du Code judiciaire); de même, il peut paraître souhaitable que le collège d'évaluation dispose d'informations relatives à « l'utilisation des moyens financiers mis à la disposition des chefs de corps » ou d'éléments fournis par un spécialiste de la gestion des ressources humaines, notamment en matière d'évaluation (*Doc. parl.*, Sénat, 2005-2006, n° 3-1707/1, pp. 11 et 12).

Toutefois, en conférant une voix délibérative à un magistrat de la Cour des comptes désigné par le premier président de celle-ci et à un spécialiste en gestion des ressources humaines désigné par le Ministre de la Justice sur proposition du ministre de la Fonction publique, l'article 259^{undecies}, § 3, alinéas 5, 12, 13 et 15, permet que s'immiscient dans le pouvoir judiciaire des autorités qui lui sont étrangères, alors que le Constituant a indiqué, lors de l'adoption de l'article 151 de la Constitution, que l'évaluation devait « se faire dans le total respect de l'indépendance de la fonction de juger » (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n° 1675/4, p. 9) et que l'évaluation devait « [être interprétée] comme étant une évaluation effectuée par les pairs, dans le cadre de l'organisation judiciaire » (*ibid.*, pp. 51-52; dans le même sens, *Doc. parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1-1121/3, p. 6). Cette violation de la séparation des pouvoirs porte une atteinte discriminatoire à l'indépendance que l'article 151, § 1^{er}, de la Constitution garantit aux personnes qu'il vise.

B.4.7. Les premier et deuxième moyens sont fondés.

Quant au troisième moyen

B.5.1. Dans le troisième moyen, les parties requérantes soutiennent que les dispositions attaquées violent les articles 10, 11, 13 et 151, § 1^{er}, de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 6 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en ce que les décisions relatives à l'évaluation ne peuvent faire l'objet d'aucun recours et ne sont pas soumises à un contrôle judiciaire, alors qu'elles influencent la carrière du magistrat qu'elles concernent et qu'elles sont fondées sur l'appréciation de personnes dont certaines n'appartiennent pas à la magistrature.

B.5.2. Les premier et deuxième moyens, portant sur le principe de l'évaluation, étant fondés en ce qui concerne les chefs de corps des cours et tribunaux, le moyen qui porte sur l'absence de contrôle de celle-ci ne doit être examiné qu'en ce qui concerne les chefs de corps du ministère public.

B.5.3. L'article 259^{novies}, § 5, ainsi que, à une date qui sera fixée par le Roi et au plus tard le 1^{er} janvier 2008, l'article 259^{novies}, § 10, alinéa 11, prévoient la possibilité, pour les intéressés, d'adresser des observations sur l'évaluation provisoire dont ils font l'objet.

B.5.4. Cette possibilité permet aux intéressés d'obtenir que le collège d'évaluation qui a formulé l'évaluation provisoire réexamine sa décision. En ne prévoyant pas de contrôle judiciaire de l'évaluation, le législateur a traité les chefs de corps de la même manière que les autres magistrats puisque l'évaluation de ceux-ci n'est pas davantage susceptible d'un contrôle judiciaire. Les intéressés disposent en outre de la possibilité de contester cette évaluation lorsque celle-ci a une influence sur des décisions qui leur font grief et contre lesquelles ils exercent un recours.

B.5.5. Le troisième moyen n'est pas fondé.

Quant au quatrième moyen

B.6.1. Dans le quatrième moyen, les parties requérantes soutiennent que les dispositions attaquées violent les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'elles établissent un régime d'évaluation pour les officiers du ministère public (en ce compris les chefs de corps); celui-ci ne saurait être maintenu dès lors que l'article 259^{quater} du Code judiciaire a entendu mettre la magistrature assise et la magistrature debout sur pied d'égalité et que le régime d'évaluation prévu pour les chefs de corps de la première ne résiste pas au contrôle de constitutionnalité.

B.6.2. Il résulte de l'article 151, § 6, de la Constitution que tous les officiers du ministère public sont soumis à l'évaluation, alors que cette disposition ne formule pas de telle règle générale pour la magistrature assise. Cette option du Constituant s'impose à la Cour comme au législateur.

B.6.3. Le quatrième moyen n'est pas fondé.

Quant au cinquième moyen

B.7.1. Dans le cinquième moyen, les parties requérantes soutiennent que les dispositions attaquées violent les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'elles prévoient, pour les chefs de corps, une évaluation faite par un collège et portant, notamment, sur leur « capacité de management », la gestion du personnel et les initiatives en vue de lutter contre l'arriéré judiciaire (article 259^{novies}, § 1^{er}, alinéa 5) alors que l'évaluation prévue pour les titulaires d'un mandat adjoint ou d'un mandat spécifique - qui doivent pourtant aussi faire preuve de ces capacités - ne porte pas sur ces éléments et est effectuée par le chef de corps.

B.7.2. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, l'évaluation des titulaires de mandats adjoints ne relève pas du seul chef de corps mais de ce dernier et des magistrats désignés en vertu de l'article 259^{decies}, § 2, auquel renvoie l'article 259^{undecies}, § 1^{er}.

B.7.3. Les premier et deuxième moyens, portant sur le principe de l'évaluation, étant fondés en ce qui concerne les chefs de corps des cours et tribunaux, le moyen qui porte sur l'objet de l'évaluation ne doit être examiné qu'en ce qui concerne les chefs de corps du ministère public.

B.7.4. Selon les travaux préparatoires de l'article 151, § 5, de la Constitution, « les responsabilités que sont appelés à assumer [...] les premiers substitués ne sont pas de même nature que celles exigées d'un chef de corps » (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n° 1675/4, p. 49). En outre, les titulaires des mandats adjoints sont considérés, contrairement aux chefs de corps, comme les collaborateurs étroits de ceux-ci, qu'ils ont pour tâche d'assister dans leur mission (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n° 1677/1, pp. 76 et 77). Le législateur a dès lors pu estimer que l'évaluation des capacités visées par l'article 259^{novies}, § 1^{er}, alinéa 5, pouvait être limitée aux seuls chefs de corps et ne prévoir que pour ceux-ci un collège d'évaluation.

B.7.5. Le cinquième moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

1. Annule, en ce qu'ils s'appliquent aux chefs de corps des cours et tribunaux :

- à l'article 259^{quater}, § 3^{bis}, alinéa 3, du Code judiciaire, inséré par l'article 3, 5°, de la loi du 18 décembre 2006 « modifiant les articles 80, 259^{quater}, 259^{quinquies}, 259^{novies}, 259^{decies}, 259^{undecies}, 323^{bis}, 340, 341, 346 et 359 du Code judiciaire, rétablissant dans celui-ci l'article 324 et modifiant les articles 43 et 43^{quater} de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire », les mots « comprenant les pièces visées à l'article 259^{novies}, § 10, alinéa 14, »;

- à l'article 259^{novies}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, remplacé par l'article 5 de la loi précitée, les mots « d'un mandat de chef de corps, »;

- l'article 259^{novies}, § 1^{er}, alinéa 5, § 9, alinéas 2 à 9, et § 10, du Code judiciaire, remplacé par l'article 5 de la loi précitée;

- l'article 259^{undecies}, § 3, du Code judiciaire, inséré par l'article 7, 2°, de la loi précitée;

2. Rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 1^{er} septembre 2008.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2008 — 3179

[2008/203189]

Uittreksel uit arrest nr. 122/2008 van 1 september 2008

Rolnummer 4268

In zake : het beroep tot vernietiging van de wet van 18 december 2006 « tot wijziging van de artikelen 80, 259^{quater}, 259^{quinquies}, 259^{novies}, 259^{decies}, 259^{undecies}, 323^{bis}, 340, 341, 346 en 359 van het Gerechtelijk Wetboek, tot herstel in dit Wetboek van artikel 324 en tot wijziging van de artikelen 43 en 43^{quater} van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken », ingesteld door Béatrix Ceulemans en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en M. Bossuyt, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels en T. Merckx-Van Goey, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 16 juli 2007 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 17 juli 2007, hebben Béatrix Ceulemans, wonende te 1800 Vilvoorde, J. Ensorlaan 49, Jean-Paul De Graef, wonende te 9000 Gent, Voskenslaan 473/3, Stefaan D'Halleweyn, wonende te 3201 Langdorp, Langdorpsesteenweg 301, Gaby Van den Bossche, wonende te 1731 Relegem, Poverstraat 33, Robert Blondiaux, wonende te 6061 Montignies-sur-Sambre, chaussée de Charleroi 450, François Francis, wonende te 5560 Finnevaux-Houyet, rue du Village 2, Michel Joachim, wonende te 4367 Crisnée, rue Louis Happart 2, Viviane Lebe, wonende te 4051 Vaux-sous-Chèvremont, rue de Chèvremont 80, Jean-François Marot, wonende te 4500 Hoi, rue Rioul 42, François Moinet, wonende te 6600 Bastenaken, rue de Marche 64b, Guy Millet, wonende te 7030 Bergen, avenue Albert-Elisabeth 29, Alain Nicolas, wonende te 7050 Jurbeke, Chemin de la Ferme 137, Jean-Marie Quairiat, wonende te 1120 Brussel, Boomgaardpad 10, en Cédric Visart de Bocarmé, wonende te 5100 Dave, rue du Rivage 157,

beroep tot vernietiging ingesteld van de wet van 18 december 2006 « tot wijziging van de artikelen 80, 259^{quater}, 259^{quinquies}, 259^{nonies}, 259^{decies}, 259^{undecies}, 323^{bis}, 340, 341, 346 en 359 van het Gerechtelijk Wetboek, tot herstel in dit Wetboek van artikel 324 en tot wijziging van de artikelen 43 en 43^{quater} van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 januari 2007).

(...)

II. In rechte

(...)

B.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van de wet van 18 december 2006 « tot wijziging van de artikelen 80, 259^{quater}, 259^{quinquies}, 259^{nonies}, 259^{decies}, 259^{undecies}, 323^{bis}, 340, 341, 346 en 359 van het Gerechtelijk Wetboek, tot herstel in dit Wetboek van artikel 324 en tot wijziging van de artikelen 43 en 43^{quater} van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken ».

B.2. Uit de bewoordingen van het verzoekschrift blijkt dat de middelen betrekking hebben op de artikelen 3, 4, 5 en 7 van die wet. Die bepalingen luiden als volgt :

« Art. 3. In artikel 259^{quater} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij de wetten van 17 juli 2000, 21 juni 2001 en 3 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

‘ § 1. De eerste voorzitter van het Hof van Cassatie en de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie worden door de Koning aangewezen voor een mandaat van vijf jaar dat niet hernieuwbaar is in hetzelfde rechtscollege of hetzelfde parket.

De andere korpschefs bedoeld in artikel 58^{bis}, 2°, worden door de Koning aangewezen voor een mandaat van vijf jaar dat onmiddellijk één keer hernieuwbaar is in hetzelfde rechtscollege of hetzelfde parket. ’;

2° § 2, eerste lid, 2°, wordt vervangen als volgt :

‘ 2° de korpschef van het rechtscollege of van het openbaar ministerie bij het rechtscollege waar de kandidaat als magistraat werkzaam is. Voor de magistraten die bij toepassing van artikel 144^{bis}, § 3, eerste en tweede lid, een opdracht krijgen, verstrekt de federale procureur advies indien de betrokkene voltijds voor hem werkt. Zijn de prestaties niet voltijds dan wordt voor het aspect federaal werk, het advies van de federale procureur aan dat van de korpschef toegevoegd. ’;

3° § 2, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

‘ Ingeval de in het eerste lid, 2°, bedoelde korpschef dezelfde persoon is als de in het eerste lid, 1° bedoelde korpschef, dan wordt het advies verstrekt hetzij door de algemene vergadering wat het Hof van Cassatie betreft, hetzij door de voorzitter van het college van procureurs-generaal wat de federale procureur betreft, hetzij door de korpschef van het onmiddellijk hogere rechtscollege of van het openbaar ministerie bij dat rechtscollege wat de andere gevallen betreft. Zulks geldt ook ingeval de in het eerste lid, 1° en 2°, bedoelde korpschef om enige reden in de onmogelijkheid is om advies te verstrekken of er in zijn hoofde een persoonlijk tegenstrijdig belang bestaat in de zin van artikel 259^{ter}, § 1, vijfde lid. De regels van artikel 259^{ter}, § 1, tweede lid, en § 2, eerste tot derde lid, zijn van overeenkomstige toepassing. ’;

4° in § 3, tweede lid, 3° worden de woorden ‘ zes jaar ’ vervangen door de woorden ‘ vijf jaar ’;

5° een § 3^{bis} wordt ingevoegd, luidende :

‘ § 3^{bis}. Uiterlijk op het einde van de 52e maand van de uitoefening van het mandaat brengt de korpschef bedoeld in § 1, tweede lid, de minister van Justitie ervan op de hoogte of hij al dan niet de verlenging van het mandaat vraagt. Indien hij deze verlenging niet vraagt, valt het mandaat open.

Om de verlenging te kunnen vragen, moet de korpschef op de einddatum van het eerste mandaat, ten minste vijf jaar verwijderd zijn van de leeftijdsgrens bedoeld in artikel 383, § 1.

Indien de betrokkene de verlenging van het mandaat heeft gevraagd, zendt de minister van Justitie uiterlijk 60 dagen voor het verstrijken van het mandaat, het verlengingsdossier dat de stukken bevat bedoeld in artikel 259^{novies}, § 10, veertiende lid, over aan de bevoegde benoemings- en aanwijzingscommissie van de Hoge Raad voor de Justitie.

De benoemings- en aanwijzingscommissie hoort de korpschef.

De voordracht door de benoemings- en aanwijzingscommissie neemt de vorm aan van een met redenen omklede beslissing tot aanvaarding of weigering van de verlenging van het mandaat van korpschef. Zij wordt uiterlijk 30 dagen voor het verstrijken van het mandaat overgezonden aan de Minister van Justitie.

De verlenging van het mandaat of het openvallen van het mandaat vindt plaats binnen 30 dagen voor het verstrijken van het mandaat.

In geval van aanwijzing van een korpschef bedoeld in § 6, derde lid, lopen de in deze paragraaf bedoelde termijnen volgens het tijdschema dat van toepassing zou geweest zijn op zijn voorganger.

Indien het mandaat van een korpschef niet wordt verlengd, wordt het mandaat, tot de aanwijzing van de opvolger, uitgeoefend door een adjunct-mandaathouder naar orde van dienstanciënniteit of bij ontstentenis van deze door een ander magistraat naar orde van dienstanciënniteit. ’;

6° § 4 wordt vervangen als volgt :

‘ § 4. De korpschef die uit hetzelfde rechtscollege of hetzelfde parket afkomstig is, neemt op het einde van het mandaat het ambt waarin hij op het tijdstip van zijn aanwijzing was benoemd weer op of, naar gelang van het geval, het adjunct-mandaat waarin hij was aangewezen.

De aanwijzing als korpschef in het rechtscollege waaruit de magistraat afkomstig is, schorst het adjunct-mandaat. ’;

7° in § 5, tweede lid, worden de woorden ‘ § 4 ’ vervangen door de woorden ‘ § 4, eerste lid ’;

8° in § 5, derde lid, vervalt het woord ‘ vast ’;

9° § 5, vierde lid, wordt vervangen als volgt :

‘ Bij gebrek aan een verzoek hiertoe aan de Koning, naar gelang van het geval hetzij uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van het mandaat, hetzij binnen de maand voor het einde van het mandaat indien het mandaat niet is verlengd, wordt § 4 toegepast. ’;

10° § 6 wordt vervangen als volgt :

‘ § 6. Het openvallen van een mandaat van korpschef leidt tot toepassing van artikel 287.

Indien het mandaat van eerste voorzitter van het Hof van Cassatie of van procureur-generaal bij het Hof van Cassatie voortijdig openvalt, wordt artikel 287 enkel toegepast voor zover de normale einddatum van het mandaat ten minste twee jaar verwijderd is van het tijdstip waarop het mandaat openvalt. Indien deze termijn korter is dan twee jaar, wordt het mandaat voltooid door de vervanger bedoeld in artikel 319, tweede lid.

Indien op het tijdstip waarop een mandaat van federale procureur, van eerste voorzitter van het hof van beroep te Brussel, van procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel, van eerste voorzitter van het arbeidshof te Brussel, van voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, van de arbeidsrechtbank te Brussel en van de rechtbank van koophandel te Brussel, van procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel en van arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbank te Brussel voortijdig openvalt, de normale einddatum van het mandaat ten minste twee jaar verwijderd is, wordt artikel 287 toegepast.

Indien op het tijdstip waarop een mandaat bedoeld in het derde lid voortijdig openvalt, de normale einddatum van het mandaat minder dan twee jaar verwijderd is, wordt het mandaat voltooid door de vervanger bedoeld in artikel 319, tweede lid.

Indien de vervanging bedoeld in het vierde lid in de loop van het eerste mandaat gebeurt, wordt artikel 287 toegepast voor de toekenning van een mandaat voor de hernieuwingsperiode of voor het resterende deel van deze periode.

In geval van een oproep tot de kandidaten met toepassing van het tweede, derde en vijfde lid, kunnen op straffe van onontvankelijkheid enkel degenen die voldoen aan dezelfde taalvoorwaarden als de korpschef wiens mandaat voortijdig afloopt, zich kandidaat stellen.

De duur van het mandaat van degene die met toepassing van het tweede, derde of vijfde lid, tot korpschef wordt aangewezen, wordt in afwijking van § 1 beperkt tot de resterende duur van het mandaat dat voortijdig afloopt. Indien de aanwijzing in een mandaat bedoeld in het derde lid evenwel gebeurt in de loop van het eerste mandaat, wordt voor de hernieuwingsperiode § 3bis toegepast. ';

11° in § 7, tweede lid, vervallen de woorden ' , met uitzondering van de bepalingen van § 4 die de wedde en de daaraan verbonden verhogingen en voordelen betreffen '.

Art. 4. In artikel 259quinquies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het 1° aangevuld als volgt :

' Om te kunnen worden aangewezen tot voorzitter van het Hof van Cassatie moet de kandidaat op het tijdstip waarop het mandaat daadwerkelijk openvalt bovendien ten minste vijf jaar verwijderd zijn van de leeftijdsgrens bedoeld in artikel 383, § 1. ';

2° in § 1 wordt het 2° aangevuld als volgt :

' Om te kunnen worden aangewezen tot eerste advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie moet de kandidaat op het tijdstip waarop het mandaat daadwerkelijk openvalt bovendien ten minste vijf jaar verwijderd zijn van de leeftijdsgrens bedoeld in artikel 383, § 1. ';

3° een § 1bis wordt ingevoegd, luidende :

' § 1bis. De aanwijzingen in de adjunct-mandaten van voorzitter van het Hof van Cassatie en van eerste advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie gebeuren voor een niet-hernieuwbare termijn van vijf jaar.

De voorzitter van het Hof van Cassatie en de eerste advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie worden onderworpen aan een evaluatie in de loop van het vijfde jaar van het mandaat.

Bij het verstrijken van hun mandaat nemen zij het laatste ambt of het laatste adjunct-mandaat waarin zij werden benoemd of aangewezen, weer op. In voorkomend geval verdwijnt het overtal bij het openvallen van een mandaat van dezelfde rang.

De aanwijzing als voorzitter van het Hof van Cassatie schorst het adjunct-mandaat van afdelingsvoorzitter in het Hof van Cassatie.

In geval van vervroegde beëindiging van het mandaat wordt de in § 1 bedoelde procedure aangevat met het oog op de aanwijzing van een magistraat van dezelfde taalrol die het lopende mandaat beëindigt. ';

4° in § 2, eerste lid, wordt het woord ' andere ' ingevoegd tussen de woorden ' De aanwijzingen in de ' en het woord ' adjunct-mandaten ';

5° in § 2, tweede lid van de Franse tekst worden de woorden ' se libère ' geschrapt.

Art. 5. Artikel 259novies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij de wetten van 13 maart 2001 en 3 mei 2003, wordt vervangen als volgt :

' Artikel 259novies. § 1. De werkende beroepsmagistraten worden onderworpen aan een met redenen omklede schriftelijke evaluatie, hetzij een periodieke evaluatie wanneer het een benoeming betreft, hetzij een evaluatie van het mandaat wanneer het een mandaat van korpschef, een adjunct-mandaat of een bijzonder mandaat betreft.

De periodieke evaluaties geschieden binnen dertig dagen na het verstrijken van de termijnen bepaald in dit hoofdstuk. Er kan vervroegd worden overgegaan tot een nieuwe evaluatie wanneer zich sedert de laatste evaluatie bijzondere feiten hebben voorgedaan of bijzondere vaststellingen zijn gedaan.

De periodieke evaluatie kan leiden tot een beoordeling " zeer goed ", " goed ", " voldoende " of " onvoldoende ". De evaluatie van de houders van mandaten kan leiden tot een beoordeling " goed " of " onvoldoende ".

De evaluatie slaat op de wijze van ambtsuitoefening, met uitsluiting van de inhoud van een rechterlijke beslissing, en geschiedt op grond van criteria die betrekking hebben op de persoonlijkheid en de intellectuele, professionele en organisatorische capaciteiten.

De evaluatie van de korpschefs heeft tevens betrekking op hun managementcapaciteiten en inzonderheid op het personeelsbeheer en de initiatieven genomen met het oog op de bestrijding van de gerechtelijke achterstand.

De Koning bepaalt op voorstel van de Hoge Raad voor de Justitie de evaluatiecriteria en de weging van deze criteria rekening houdend met de eigenheid van de ambten en mandaten, en stelt nadere regels voor de toepassing van deze bepalingen op.

§ 2. Bij de aanvang van de periode waarover de magistraat moet worden geëvalueerd vindt een planningsgesprek plaats tussen de magistraat en zijn beoordelaars of één van hen.

De plaats en het tijdstip waarop het planningsgesprek zal plaatshebben, worden uiterlijk vijftien dagen vooraf bij ter post aangetekende brief of tegen gedagtekend ontvangstbewijs ter kennis gebracht van de magistraat.

Het planningsgesprek strekt ertoe op grond van de concrete functiebeschrijving van de magistraat en rekening houdend met de organisatorische context de doelstellingen voor de komende evaluatieperiode vast te stellen. Die doelstellingen moeten specifiek, meetbaar, aanvaardbaar en realiseerbaar zijn.

De beoordelaars, of één van hen, bepalen welke beoordeling aan de magistraat zal worden verleend indien hij de vooropgestelde doelstellingen haalt. Gaat het niet om de hoogste beoordeling dan wordt aan de magistraat meegedeeld welke doelstellingen bereikt zouden moeten worden om een betere beoordeling te behalen.

De magistraat stelt, ten behoeve van zijn beoordelaars of één van hen, een verslag op van het planningsgesprek.

Dit verslag vermeldt de punten waarover overeenstemming werd bereikt. Voor de punten waarover geen overeenstemming werd bereikt, worden de verschillende standpunten weergegeven.

Bij gebrek aan overeenstemming wordt het meningsverschil zo nauwkeurig mogelijk omschreven. Indien de beoordelaars, of één van hen, van oordeel zijn dat het verslag geen accurate weergave is van de inhoud van het planningsgesprek, voegen zij hun versie eraan toe. Een afschrift wordt aan de magistraat bezorgd.

Het origineel van het verslag en, in voorkomend geval, de versie van de beoordelaars worden bewaard in het evaluatiedossier.

§ 3. In de loop van de evaluatieperiode kan tot een functioneringsgesprek worden overgegaan wanneer aanleiding bestaat om de functiebeschrijving of de doelstellingen aan te passen. Dit gebeurt hetzij op initiatief van de beoordelaars, of van één van hen, hetzij op verzoek van de magistraat.

De plaats en het tijdstip worden in gemeen overleg bepaald.

Bij gebrek aan consensus vindt het functioneringsgesprek plaats binnen vijftien dagen na het schriftelijk verzoek van één van de partijen dat aan de andere partij bij een ter post aangetekende brief of tegen gedagtekend ontvangstbewijs ter kennis is gebracht.

De magistraat stelt, ten behoeve van zijn beoordelaars, of één van hen, een verslag op van het functioneringsgesprek, overeenkomstig de procedure bepaald in § 2, zesde tot achtste lid.

§ 4. De plaats en het tijdstip waarop het evaluatiegesprek plaatsheeft, worden uiterlijk 15 dagen voordien bij een ter post aangetekende brief of tegen gedagtekend ontvangstbewijs ter kennis gebracht van de magistraat.

In deze kennisgeving wordt de magistraat verzocht het evaluatiegesprek schriftelijk voor te bereiden en deze voorbereiding uiterlijk drie dagen voor het evaluatiegesprek aan de beoordelaars te bezorgen.

De beoordelaars stellen vervolgens een ontwerp van voorlopige beoordeling op. Dit ontwerp wordt tijdens het evaluatiegesprek aan de magistraat meegedeeld en met hem besproken. Het kan worden aangepast rekening houdend met het onderhoud.

§ 5. De korpschef of de voorzitter van de algemene vergadering van de vrederechters en de rechters in de politierechtbank zendt tegen gedagtekend ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs een afschrift van de voorlopige beoordeling aan de betrokkene.

De betrokkene kan op straffe van verval binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de kennisgeving van de voorlopige beoordeling, zijn schriftelijke opmerkingen tegen gedagtekend ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs bezorgen aan de korpschef of de voorzitter van de algemene vergadering van de vrederechters en de rechters in de politierechtbank, die het origineel bij het evaluatiedossier voegt.

De voorlopige beoordeling wordt definitief ingeval de magistraat geen schriftelijke opmerkingen formuleert.

Ingeval de magistraat evenwel schriftelijke opmerkingen met betrekking tot de voorlopige beoordeling formuleert, wordt een definitieve schriftelijke beoordeling opgesteld waarin deze opmerkingen schriftelijk worden beantwoord.

§ 6. Binnen vijftien dagen na de ontvangst van deze opmerkingen, zendt de korpschef of de voorzitter van de algemene vergadering van de vrederechters en de rechters in de politierechtbank een afschrift van de definitieve beoordeling aan de minister van Justitie en tegen gedagtekend ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs aan de betrokkene.

§ 7. Het evaluatiegesprek wordt gevolgd door een planningsgesprek voor de volgende periode.

§ 8. De evaluatiedossiers berusten bij de korpschef of de voorzitter van de algemene vergadering van de vrederechters en de rechters in de politierechtbank. Een afschrift van de definitieve beoordelingen berust bij de Minister van Justitie gedurende ten minste tien jaar. De evaluaties zijn vertrouwelijk en kunnen te allen tijde door de geëvalueerde ingekeken worden.

§ 9. De §§ 2 tot 8 zijn niet van toepassing op de korpschefs.

In de loop van het tweede jaar van uitoefening van het mandaat wordt over de uitvoering van het beheersplan, als bedoeld in artikel 259^{quater}, § 2, derde lid, d, een follow-upgesprek gehouden tussen de korpschef en de leden van de bevoegde kamer van het evaluatiecollege bedoeld in artikel 259^{undecies}, § 3. Dit gesprek heeft betrekking op de genomen maatregelen op managementsvlak en in voorkomend geval op de aanpassingen die de korpschef na zijn indiensttreding in het beheersplan heeft aangebracht. Er is geen follow-upgesprek voor de korpschef bedoeld in artikel 259^{quater}, § 6, derde lid, noch voor deze bedoeld in het vijfde lid wanneer het mandaat voor een duur van minder dan vijf jaar wordt toegewezen.

Wordt het mandaat verlengd dan gaat het follow-upgesprek over de invoering van het functioneringsplan dat de korpschef heeft opgesteld tijdens het vijfde jaar van zijn eerste mandaat.

Het follow-upgesprek heeft plaats op zijn vroegst in de achttiende maand van uitoefening van het mandaat.

De korpschef stelt een verslag op van dit gesprek. Indien de bevoegde kamer van het evaluatiecollege van oordeel is dat het verslag geen accurate weergave vormt van de inhoud van het follow-upgesprek, voegt zij er haar versie aan toe. Een afschrift wordt aan de magistraat bezorgd. Het origineel van het verslag en, in voorkomend geval, de versie van de beoordelaars worden bewaard in het evaluatiedossier.

De plaats en het tijdstip waarop de follow-upgesprekken tussen de korpschef en de bevoegde kamer van het genoemde college plaatsvinden, worden door de voorzitter van de bevoegde kamer van het evaluatiecollege ter kennis gebracht van de magistraat uiterlijk tien dagen voordien bij een ter post aangetekende brief of tegen gedagtekend ontvangstbewijs.

De bevoegde kamer van het evaluatiecollege stelt uiterlijk in de loop van de 24e maand van uitoefening van het mandaat eventuele aanbevelingen op die zijn ingegeven door het follow-upgesprek.

In voorkomend geval deelt de voorzitter van de bevoegde kamer van het evaluatiecollege binnen die termijn aan de betrokkene een afschrift van de aanbevelingen mee tegen gedagtekend ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Een afschrift van de eventuele aanbevelingen berust gedurende ten minste tien jaar bij de Minister van Justitie.

§ 10. De korpschefs worden geëvalueerd in de loop van het vijfde jaar van uitoefening van hun mandaat. Voor de evaluatie van de korpschef bedoeld in artikel 259^{quater}, § 6, derde lid, alsook voor deze bedoeld in het vijfde lid ingeval het mandaat wordt toegewezen voor een duur van minder dan vijf jaar, lopen de in deze paragraaf bedoelde termijnen volgens het tijdschema dat van toepassing zou zijn geweest op de voorganger.

De evaluatie vangt op zijn vroegst aan in de loop van de vierenvijftigste maand van uitoefening van het mandaat.

Het verslag van het follow-upgesprek en in voorkomend geval de versie van de bevoegde kamer van het evaluatiecollege als bedoeld in artikel 259^{undecies}, § 3, het functioneringsverslag opgesteld door de korpschef, de verplichte en facultatieve adviezen en de evaluatiegesprekken tussen de korpschef en de bevoegde kamer van het evaluatiecollege vormen de grondslag van de evaluatie.

De korpschefs bezorgen het functioneringsverslag in tweevoud aan de bevoegde kamer van het genoemde college in de loop van de vierenvijftigste maand van uitoefening van het mandaat.

De directeur-generaal van het directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie van de federale overheidsdienst Justitie en naar gelang van het geval de algemene vergadering of de korpsvergadering zenden in tweevoud een met de redenen omkleed advies over aan de bevoegde kamer van het genoemde college in de loop van de vierenvijftigste maand van uitoefening van het mandaat.

Een afschrift van deze adviezen wordt, binnen dezelfde termijnen, bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs of tegen gedagtekend ontvangstbewijs bezorgd aan de betrokken korpschef, respectievelijk door de algemene vergadering of door de korpsvergadering en door de federale overheidsdienst Justitie.

Niet-verstreckte adviezen worden geacht noch gunstig noch ongunstig te zijn.

De plaats en het tijdstip waarop de evaluatiegesprekken tussen de korpschefs en de bevoegde kamer van het genoemde college plaatsvinden worden aan de magistraat meegedeeld door de voorzitter van de bevoegde kamer van het evaluatiecollege bij een ter post aangetekende brief of tegen gedagtekend ontvangstbewijs, uiterlijk tien dagen vóór de datum van het gesprek.

De bevoegde kamer van het evaluatiecollege stelt de voorlopige beoordeling op.

De voorzitter van de bevoegde kamer van het evaluatiecollege zendt tegen gedagtekend ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs een afschrift van de voorlopige beoordeling aan de betrokkene.

Op straffe van verval kan de betrokkene binnen een termijn van tien dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van de voorlopige beoordeling zijn schriftelijke opmerkingen tegen gedagtekend ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs meedelen aan de voorzitter van de bevoegde kamer van het evaluatiecollege, die het origineel bij het evaluatiedossier voegt.

De bevoegde kamer van het evaluatiecollege stelt de definitieve beoordeling op uiterlijk zeventig dagen vóór het einde van het mandaat. De definitieve beoordeling wordt met redenen omkleed.

De voorzitter van de bevoegde kamer van het evaluatiecollege zendt binnen deze termijn een afschrift van de definitieve met redenen omklede beoordeling tegen gedagtekend ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs over aan de betrokkene.

De voorzitter van de bevoegde kamer van het evaluatiecollege bezorgt tegelijkertijd de volgende stukken aan de minister van Justitie :

- het verslag van het follow-upgesprek opgesteld door de korpschef en in voorkomend geval aangevuld met de versie van de bevoegde kamer van het evaluatiecollege;
- het door de korpschef opgestelde functioneringsverslag;
- de in het vijfde lid bedoelde verplichte adviezen en de door de kamer gevraagde facultatieve adviezen;
- de definitieve met redenen omklede evaluatiebeoordeling;
- de documenten waaruit de kennisgeving van de adviezen aan de kandidaat blijkt.

De evaluatiedossiers berusten bij de voorzitter van de bevoegde kamer van het evaluatiecollege. Een afschrift van de definitieve beoordelingen berust bij de minister van Justitie gedurende ten minste tien jaar. De evaluatie is vertrouwelijk en kan te allen tijde door de geëvalueerde ingekeken worden '.

Art. 7. In artikel 259*undecies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij de wetten van 21 juni 2001 en 3 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 2, eerste lid, wordt het woord ' ander ' ingevoegd tussen de woorden ' een ' en ' adjunct-mandaat ' en worden de woorden ' dan het mandaat van voorzitter van het Hof van Cassatie en van eerste advocaat-generaal van het Hof van Cassatie ' ingevoegd tussen het woord ' adjunct-mandaat ' en de woorden ' en van een bijzonder mandaat ' ;
- 2° het artikel wordt aangevuld met een § 3, luidende :

' § 3. Er wordt een evaluatiecollege opgericht samengesteld uit een Nederlandstalige kamer en een Franstalige kamer die respectievelijk belast zijn met de evaluatie van de korpschefs van de Nederlandstalige of Franstalige taalgroep.

Bij gebrek aan een magistraat in de Franstalige kamer die blijkt geeft van kennis van de Duitse taal, wordt een beroep gedaan op een tolk.

De korpschefs worden geëvalueerd door de bevoegde kamer van het evaluatiecollege samengesteld uit twee korpschefs afkomstig uit de zittende magistratuur of het parket naargelang de geëvalueerde behoort tot de zittende magistratuur of het parket, twee magistraten die lid zijn van de advies- en onderzoekscommissie van de Hoge Raad voor de Justitie, een magistraat van het Rekenhof en een specialist in het beheer van human resources.

Elk van de kamers wordt voorgezeten door de korpschef met de meeste anciënniteit.

De leden van het evaluatiecollege zetelen voor een hernieuwbare periode van vier jaar die begint te lopen de dag van de bekendmaking van de samenstelling van de kamers in het *Belgisch Staatsblad*. De uittredende leden zetelen tot de installatie van de nieuwe leden.

De aanwijzingsprocedure wordt gestart uiterlijk acht maanden voor het verstrijken van de mandaten.

De leden die een evaluatie " onvoldoende " hebben gekregen of die de hoedanigheid hebben verloren op grond waarvan zij als lid van het college werden aangewezen, worden ambtshalve door een plaatsvervanger vervangen. De gepensioneerde leden van de evaluatiecolleges kunnen hun mandaat na hun pensionering beëindigen.

De leden van de kamers van het evaluatiecollege dienen zich ervan te onthouden advies te verstrekken telkens er een persoonlijk of strijdig belang bestaat. Ze kunnen inzonderheid geen advies verstrekken over bloed- en aanverwanten tot in de vierde graad noch over personen met wie ze een feitelijk gezin vormen.

De beslissingen van de kamers worden genomen bij volstrekte meerderheid van stemmen van de leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de kamer beslissend.

Naargelang de korpschefs hun ambt uitoefenen in de zittende magistratuur of het parket, worden zij respectievelijk verkozen door de korpschefs van de zittende magistratuur of het parket onder alle korpschefs van de zittende magistratuur of het parket van dezelfde taalgroep die ten minste vier jaar verwijderd zijn van de leeftijdsgrens bedoeld in artikel 383, § 1. De stemming is verplicht.

De magistraten die lid zijn van de Hoge Raad voor de Justitie worden aangewezen door de algemene vergadering van de Hoge Raad voor de Justitie.

De raadsheren in het Rekenhof worden aangewezen door de eerste voorzitter van het Rekenhof.

De specialisten in het beheer van human resources worden aangewezen door de minister van Justitie op voorstel van de minister van Ambtenarenzaken.

Het secretariaat van de kamers van het evaluatiecollege wordt waargenomen door de griffie van het Hof van Cassatie.

De nadere regels inzake de verkiezingen, het aantal plaatsvervangers van iedere categorie van leden van het evaluatiecollege en het aan de magistraten van het Rekenhof en de specialisten in human resources toegekende presentiegeld, worden vastgesteld bij koninklijk besluit. ' ».

Ten aanzien van het eerste en het tweede middel

B.3.1. In het eerste middel voeren de verzoekende partijen aan dat de artikelen 259*novies* en 259*undecies* van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de artikelen 5 en 7 van de bestreden wet, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 151, §§ 5 en 6 ervan, schenden in zoverre zij de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie, de eerste voorzitters van de hoven en de voorzitters van de rechtbanken aan een evaluatie onderwerpen; aangezien artikel 151, § 6, van de Grondwet dat niet toestaat, wordt hun op discriminerende wijze een waarborg ontnomen die hun door de Grondwet wordt geboden, alsook het recht om hun functie in onafhankelijkheid uit te oefenen. In tegenstelling tot hetgeen de Ministerraad beweert, geeft het middel aldus het verschil in behandeling aan dat strijdig zou zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, en kan het niet worden beschouwd als zijnde afgeleid uit een rechtstreekse schending van artikel 151, § 6, ervan.

B.3.2. In het tweede middel voeren de verzoekende partijen aan dat dezelfde bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek dezelfde bepalingen van de Grondwet schenden in zoverre zij het de politieke macht mogelijk maken zich in te mengen in de rechterlijke macht, en op die manier op discriminerende wijze afbreuk doen aan de onafhankelijkheid die de Grondwet aan de korpschefs waarborgt, en in zoverre zij niet voorzien in een beroepsmogelijkheid, noch in een rechterlijke controle wat de beslissingen in verband met de evaluatie betreft.

B.3.3. Beide middelen, die zijn gericht tegen dezelfde wettelijke bepalingen en die een schending aanvoeren van dezelfde grondwettelijke bepalingen, worden samen onderzocht vermits zij beide betrekking hebben op de evaluatie waaraan voortaan de korpschefs zijn onderworpen en waarmee een college van zes leden wordt belast, van wie twee respectievelijk worden aangewezen door de eerste voorzitter van het Rekenhof en door de uitvoerende macht.

B.4.1. De bestreden bepalingen maken deel uit van een geheel van maatregelen waarmee de wetgever het Gerechtelijk Wetboek heeft gewijzigd om de regeling van het mandaat van de korpschefs, vastgesteld op zeven jaar en niet hernieuwbaar, zoals het was vastgelegd bij de wet van 22 december 1998, te vervangen door een regeling van een mandaat van vijf jaar dat onmiddellijk één keer hernieuwbaar is wanneer het gaat om een ander mandaat dan dat van eerste voorzitter van het Hof van Cassatie of van procureur-generaal bij het Hof van Cassatie (het nieuwe artikel 259*quater*) (*Parl. St.*, Senaat, 2005-2006, nr. 3-1707/1, p. 4, nr. 3-1707/5, p. 49, en Kamer, 2005-2006, DOC 51-2646/003, p. 3). Naar aanleiding daarvan oordeelde de wetgever dat de korpschefs vanaf dan moesten worden onderworpen aan een evaluatie die zou worden opgenomen in het Gerechtelijk Wetboek (het nieuwe artikel 259*novies*). De verzoekende partijen voeren aan dat artikel 151, § 6, van de Grondwet zich daartegen verzet.

B.4.2. Artikel 151, §§ 5 en 6, van de Grondwet bepaalt :

« § 5. De eerste voorzitter van het Hof van Cassatie, de eerste voorzitters van de hoven en de voorzitters van de rechtbanken worden door de Koning in deze functies aangewezen onder de voorwaarden en op de wijze bij de wet bepaald.

Deze aanwijzing geschiedt op gemotiveerde voordracht van de bevoegde benoemings- en aanwijzingscommissie, bij een tweederde meerderheid overeenkomstig de modaliteiten bij de wet bepaald en na afweging van de bekwaamheid en geschiktheid. Deze voordracht kan enkel worden geweigerd op de wijze bij de wet bepaald en mits motivering.

In geval van aanwijzing tot de functie van eerste voorzitter van het Hof van Cassatie of van eerste voorzitter van de hoven geven de betrokken algemene vergaderingen van deze hoven, voorafgaandelijk aan de voordracht bedoeld in het vorige lid, een gemotiveerd advies op de wijze bij de wet bepaald.

De voorzitter en de afdelingsvoorzitters van het Hof van Cassatie, de kamervoorzitters van de hoven en de ondervoorzitters van de rechtbanken worden door de hoven en de rechtbanken in deze functies aangewezen uit hun leden onder de voorwaarden en op de wijze bij de wet bepaald.

Onverminderd de bepalingen van artikel 152, bepaalt de wet de duur van de aanwijzingen in deze functies.

§ 6. Op de wijze bij de wet bepaald, worden de rechters, de titularissen van de functies bedoeld in § 5, vierde lid, en de ambtenaren van het openbaar ministerie onderworpen aan een evaluatie ».

B.4.3. Het voorontwerp van wet dat voor advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State werd voorgelegd, bevatte een artikel 2 dat luidde als volgt :

« In artikel 259*quater* van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij de wetten van 17 juli 2000, 21 juni 2001 en 3 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt : ' De korpschefs bedoeld in artikel 58*bis*, 2°, worden door de Koning aangewezen voor een mandaat van tien jaar dat in hetzelfde rechtscollege of in hetzelfde parket niet onmiddellijk verlengbaar is.

De Koning maakt evenwel, op het einde van de zestigste maand van het mandaat, een einde aan dit mandaat indien de evaluatie bedoeld in artikel 259*novies*, §§ 1 tot en met 9, aanleiding geeft tot een beoordeling " onvoldoende ". ' [...]

In zijn advies wees de Raad van State op het volgende :

« 1. Korpschefs van de zittende magistratuur

1.1. Met het oog op de invoering, bij de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem, van het mandaat- en evaluatiebeginsel in het Gerechtelijk Wetboek, is het noodzakelijk geweest vooraf een wijziging - die op 20 november 1998 tot stand is gebracht - aan te brengen in artikel 151 van de Grondwet, waarvan :

- paragraaf 5, vierde en vijfde lid, als volgt luidt :

' De voorzitter en de afdelingsvoorzitters van het Hof van Cassatie, de kamervoorzitters van de hoven en de ondervoorzitters van de rechtbanken worden door de hoven en de rechtbanken in deze functies aangewezen uit hun leden onder de voorwaarden en op de wijze bij de wet bepaald.

Onverminderd de bepalingen van artikel 152, bepaalt de wet de duur van de aanwijzingen in deze functies. ' ;

- en waarvan paragraaf 6 als volgt luidt :

' Op de wijze bij de wet bepaald, worden de rechters, de titularissen van de functies bedoeld in § 5, vierde lid, en de ambtenaren van het openbaar ministerie onderworpen aan een evaluatie. '

De gemachtigde van de minister heeft in dat verband het volgende toegegeven :

' *la raison (de ces modifications) est qu'au moment où (elles ont) été discutée(s) et adoptée(s), le Parlement discutait en parallèle du projet de loi modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la Justice, la nomination et la désignation des magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats, dit projet " Octopus ". Or, dans le cadre de ce projet, un très large consensus existait pour soumettre les titulaires d'un mandat-adjoint à un système de mandat renouvelable (trois ans renouvelable deux fois et définitif après neuf ans). Le même consensus n'existait pas pour les mandats de chef de corps : à ce propos, le projet prévoyait des mandats d'une durée de sept ans, non renouvelable. Le Constituant a, dès lors, logiquement, considéré que pour les fonctions s'exerçant dans le cadre d'un mandat renouvelable, il s'indiquait d'inscrire dans la Constitution le principe selon lequel ces fonctions sont soumises à évaluation. Une conclusion aussi catégorique ne s'imposait évidemment pas pour les fonctions soumises à mandat non renouvelable '.*

1.2. De onmogelijkheid om een mandaat van korpschef in de zittende magistratuur te evalueren, is dus vervat in artikel 151, § 6, van de Grondwet. Aangezien naar de houders van een mandaat van korpschef in de zittende magistratuur, vermeld in artikel 151, § 5, eerste lid, van de Grondwet niet wordt verwezen in artikel 151, § 6, kunnen zij immers niet worden onderworpen aan de evaluatie. *A fortiori* kunnen zij niet onderworpen worden aan een evaluatie die gepaard gaat met 'aanbevelingen', wat hun onafhankelijkheid nog meer zou aantasten.

Bovendien wordt de Koning er bij geen enkele Grondwetsbepaling toe gemachtigd een einde te maken aan de uitoefening van een mandaat van korpschef in de zittende magistratuur, op welke wijze dan ook en dus evenmin vervroegd.

1.3. Daaruit volgt dat voorzover het voorontwerp van wet ertoe strekt de korpschefs van de zittende magistratuur aan de evaluatie te onderwerpen en aan de Koning de mogelijkheid te bieden om aan de uitoefening van hun mandaat een einde te maken, het niet bestaand is met de letter, noch met de geest van artikel 151 van de Grondwet » (*Parl. St.*, Senaat, 2005-2006, nr. 3-1707/1, pp. 36-37).

Naar aanleiding van die opmerking wijzigde de Regering het ontwerp door de mogelijkheid te schrappen, voor de Koning, om een einde te maken aan een mandaat van korpschef in de zittende magistratuur, en door het stelsel van het mandaat van tien jaar dat niet onmiddellijk verlengbaar is, te vervangen door een verlengbaar mandaat van vijf jaar (*ibid.*, p. 15).

B.4.4. Aangezien het aldus geamendeerde ontwerp een evaluatieregeling voor de korpschefs handhaafde, werd die vraag meermaals onderzocht tijdens de parlementaire voorbereiding (*Parl. St.*, Senaat, 2005-2006, nr. 3-1707/1, pp. 5 en 6, nr. 3-1707/5, pp. 3, 12, 39, 42, 50 tot 53, en Kamer, 2005-2006, DOC 51-2646/003, pp. 5 en 27); de Regering bleef echter bij haar standpunt dat artikel 151, § 6, van de Grondwet de wetgever ertoe verplichtte te voorzien in de evaluatie van de personen die het beoogt, maar hem niet het verbod oplegde dat te doen voor andere personen, rekening houdend met het feit dat voortaan zou worden voorzien in een hernieuwing van de mandaten van de korpschefs, die niet mogelijk was toen artikel 151, § 6, van de Grondwet werd aangenomen in 1998, en die rechtvaardigde dat in een evaluatie zou worden voorzien (*Parl. St.*, Senaat, 2005-2006, nr. 1707/5, pp. 3, 43 en 53, en *Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2646/003, p. 11). Die overwegingen mogen echter niet de overhand krijgen op de duidelijke tekst van artikel 151 van de Grondwet: enerzijds worden in paragraaf 6 ervan de magistraten opgesomd die aan een evaluatie kunnen worden onderworpen, zonder dat de titularissen van de functies bedoeld in paragraaf 5, eerste lid, namelijk de eerste voorzitters en voorzitters van de hoven en rechtbanken, in die opsomming zijn opgenomen; anderzijds machtigt paragraaf 5, vijfde lid, de wetgever ertoe de duur te bepalen van de aanwijzingen in alle functies die in die paragraaf zijn opgesomd, wat impliceert dat hij kan beslissen over het hernieuwbare karakter ervan, zonder de functies van eerste voorzitter en van voorzitter uit te zonderen.

Bovendien kan de evaluatie voor het mandaat van eerste voorzitter bij het Hof van Cassatie niet worden verantwoord door de mogelijkheid van een hernieuwing van zulk een mandaat, omdat dit mandaat niet kan worden hernieuwd.

B.4.5. Aangezien de onmogelijkheid om een mandaat van korpschef van de zittende magistratuur te evalueren, voortvloeit uit artikel 151, § 6, van de Grondwet, voert de wetgever die zulk een evaluatie doorvoert, een identieke behandeling in tussen twee categorieën van magistraten voor wie de Grondwetgever een verschil in behandeling heeft voorzien.

B.4.6. Wat bovendien de samenstelling van de evaluatiecolleges betreft, is het weliswaar aannemelijk dat de wetgever, wanneer hij zulk een maatregel aanneemt, waarin de Grondwet zelf reeds voorziet voor andere rechterlijke ambten, wenst dat het evaluatiecollege opheldering kan verkrijgen door het advies van personen van buiten de magistratuur, gelet op het feit dat een korpschef eveneens een budget moet beheren en medewerkers moet leiden. Zo heeft hij bepaald dat een advies moet worden gegeven door de directeur-generaal van het directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie van de Federale Overheidsdienst Justitie (artikel 259*novies*, § 10, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek); op dezelfde wijze kan het wenselijk lijken dat het evaluatiecollege over inlichtingen beschikt met betrekking tot « de aanwending van de aan de korpschefs ter beschikking gestelde financiële middelen », of over gegevens die worden verstrekt door een specialist in het beheer van human resources, in het bijzonder op het gebied van evaluatie (*Parl. St.*, Senaat, 2005-2006, nr. 3-1707/1, pp. 11 en 12).

Door stemrecht te verlenen aan een magistraat van het Rekenhof die wordt aangewezen door de eerste voorzitter van dat Hof, en aan een specialist in het beheer van human resources die wordt aangewezen door de minister van Justitie op voorstel van de minister van Ambtenarenzaken, laat artikel 259*undecies*, § 3, vijfde, twaalfde, dertiende en vijftiende lid, evenwel toe dat overheden die niet behoren tot de rechterlijke macht zich in de rechterlijke macht mengen, terwijl de Grondwetgever, bij de aanneming van artikel 151 van de Grondwet, heeft aangegeven dat de evaluatie diende « te geschieden met inachtneming van de onafhankelijkheid van de rechtsprekende functie » (*Parl. St.*, Kamer, 1997-1998, nr. 1675/4, p. 9) en dat de evaluatie moest « worden gelezen als een door gelijken uitgevoerde evaluatie in het kader van de organisatie van het justitiële bestel » (*ibid.*, pp. 51-52; in dezelfde zin, *Parl. St.*, Senaat, 1998-1999, nr. 1-1121/3, p. 6). Die schending van de scheiding der machten doet op discriminerende wijze afbreuk aan de onafhankelijkheid die artikel 151, § 1, van de Grondwet waarborgt aan de personen die het beoogt.

B.4.7. Het eerste en het tweede middel zijn gegrond.

Ten aanzien van het derde middel

B.5.1. In het derde middel voeren de verzoekende partijen aan dat de bestreden bepalingen de artikelen 10, 11, 13 en 151, § 1, van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 14 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, schenden in zoverre geen beroep kan worden ingesteld tegen de beslissingen betreffende de evaluatie en die beslissingen niet aan een rechterlijke controle zijn onderworpen, terwijl zij de loopbaan beïnvloeden van de magistraat op wie zij betrekking hebben, en gegrond zijn op het oordeel van personen van wie sommige niet tot de magistratuur behoren.

B.5.2. Aangezien het eerste en het tweede middel, die betrekking hebben op het beginsel van de evaluatie, gegrond zijn wat de korpschefs van de hoven en rechtbanken betreft, dient het middel betreffende het ontbreken van een controle op de evaluatie enkel te worden onderzocht voor wat de korpschefs van het openbaar ministerie betreft.

B.5.3. Artikel 259*novies*, § 5, alsook, op een datum die door de Koning zal worden bepaald en uiterlijk op 1 januari 2008, artikel 259*novies*, § 10, elfde lid, voorzien in de mogelijkheid, voor de betrokkenen, om opmerkingen mee te delen over hun voorlopige beoordeling.

B.5.4. Die mogelijkheid laat de betrokkenen toe te verkrijgen dat het evaluatiecollege dat de voorlopige beoordeling heeft geformuleerd, zijn beslissing opnieuw onderzoekt. Door niet in een rechterlijke controle op de evaluatie te voorzien, heeft de wetgever de korpschefs op dezelfde wijze behandeld als de andere magistraten vermits de evaluatie van die laatsten evenmin aan een rechterlijke controle kan worden onderworpen. Bovendien beschikken de betrokkenen over de mogelijkheid om die evaluatie aan te vechten wanneer zij een weerslag heeft op beslissingen die hen benadelen en waartegen zij beroep instellen.

B.5.5. Het derde middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het vierde middel

B.6.1. In het vierde middel voeren de verzoekende partijen aan dat de bestreden bepalingen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden in zoverre zij een evaluatieregeling invoeren voor de ambtenaren van het openbaar ministerie (met inbegrip van de korpschef); die zou niet kunnen worden gehandhaafd vermits artikel 259*quater* van het Gerechtelijk Wetboek ertoe strekte de zittende magistratuur en de staande magistratuur op voet van gelijkheid te behandelen en vermits de evaluatieregeling waarin is voorzien voor de korpschefs van de eerstgenoemde magistratuur, de grondwettigheidstoets niet doorstaat.

B.6.2. Uit artikel 151, § 6, van de Grondwet volgt dat alle ambtenaren van het openbaar ministerie onderworpen zijn aan de evaluatie, terwijl die bepaling niet zulk een algemene regel bevat voor de zittende magistratuur. Die keuze van de Grondwetgever dringt zich op, zowel aan het Hof als aan de wetgever.

B.6.3. Het vierde middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het vijfde middel

B.7.1. In het vijfde middel voeren de verzoekende partijen aan dat de bestreden bepalingen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden in zoverre zij voor de korpschefs voorzien in een evaluatie door een college die onder meer betrekking heeft op hun « managementcapaciteiten », het personeelsbeheer en de initiatieven met het oog op de bestrijding van de gerechtelijke achterstand (artikel 259*novies*, § 1, vijfde lid), terwijl de evaluatie waarin is voorzien voor de titularissen van een adjunct-mandaat of van een bijzonder mandaat - die nochtans eveneens blijk moeten geven van die capaciteiten -, geen betrekking heeft op die elementen en door de korpschef wordt uitgevoerd.

B.7.2. In tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partijen beweren, gebeurt de evaluatie van de titularissen van een adjunct-mandaat niet alleen door de korpschef, maar door die laatste en door de magistraten die worden aangewezen krachtens artikel 259*decies*, § 2, waarnaar artikel 259*undecies*, § 1, verwijst.

B.7.3. Aangezien het eerste en het tweede middel, die betrekking hebben op het beginsel van de evaluatie, gegrond zijn wat de korpschefs van de hoven en rechtbanken betreft, dient het middel betreffende het voorwerp van de evaluatie enkel te worden onderzocht voor de korpschefs van het openbaar ministerie.

B.7.4. Volgens de parlementaire voorbereiding van artikel 151, § 5, van de Grondwet, « [moeten] de eerste substituten een ander soort van verantwoordelijkheden op zich [...] nemen dan de korpschefs » (*Parl. St.*, Kamer, 1997-1998, nr. 1675/4, p. 49). Bovendien worden de titularissen van de adjunct-mandaten, in tegenstelling tot de korpschefs, beschouwd als de nauwe medewerkers van die laatsten, die zij moeten bijstaan bij hun opdrachten (*Parl. St.*, Kamer, 1997-1998, nr. 1677/1, pp. 76 en 77). De wetgever kon bijgevolg oordelen dat de evaluatie van de capaciteiten bedoeld in artikel 259*novies*, § 1, vijfde lid, kon worden beperkt tot de korpschefs, en kon enkel voor die korpschefs in een evaluatiecollege voorzien.

B.7.5. Het vijfde middel is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

1. Vernietigt, in zoverre zij van toepassing zijn op de korpschefs van de hoven en rechtbanken :

- in artikel 259*quater*, § 3^{bis}, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 3, 5°, van de wet van 18 december 2006 « tot wijziging van de artikelen 80, 259*quater*, 259*quinquies*, 259*novies*, 259*decies*, 259*undecies*, 323^{bis}, 340, 341, 346 en 359 van het Gerechtelijk Wetboek, tot herstel in dit Wetboek van artikel 324 en tot wijziging van de artikelen 43 en 43*quater* van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken », de woorden « dat de stukken bevat bedoeld in artikel 259*novies*, § 10, veertiende lid, »;

- in artikel 259*novies*, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij artikel 5 van de voormelde wet, de woorden « een mandaat van korpschef, »;

- artikel 259*novies*, § 1, vijfde lid, § 9, tweede tot en met het negende lid, en § 10, van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij artikel 5 van de voormelde wet;

- artikel 259*undecies*, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 7, 2°, van de voormelde wet;

2. Verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, op de openbare terechtzitting van 1 september 2008.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2008 — 3179

[2008/203189]

Auszug aus dem Urteil Nr. 122/2008 vom 1. September 2008

Geschäftsverzeichnisnummer 4268

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 18. Dezember 2006 «zur Abänderung der Artikel 80, 259*quater*, 259*quinquies*, 259*novies*, 259*decies*, 259*undecies*, 323^{bis}, 340, 341, 346 und 359 des Gerichtsgesetzbuches, zur Wiederaufnahme von Artikel 324 in dieses Gesetzbuch und zur Abänderung der Artikel 43 und 43*quater* des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten», erhoben von Béatrix Ceulemans und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und M. Bossuyt, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels und T. Merckx-Van Goye, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 16. Juli 2007 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 17. Juli 2007 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Béatrix Ceulemans, wohnhaft in 1800 Vilvoorde, J. Ensorlaan 49, Jean-Paul De Graef, wohnhaft in 9000 Gent, Voskenslaan 473/3, Stefaan D'Halleweyn, wohnhaft in 3201 Langdorp, Langdorpsesteenweg 301, Gaby Van den Bossche, wohnhaft in 1731 Relegem, Poverstraat 33, Robert Blondiaux, wohnhaft in 6061 Montignies-sur-Sambre, chaussée de Charleroi 450, François Francis, wohnhaft in 5560 Finnevaux-Houyet, rue du Village 2, Michel Joachim, wohnhaft in 4367 Crisnée, rue Louis Happart 2, Viviane Lebe, wohnhaft in 4051 Vaux-sous-Chèvremont, rue de Chèvremont 80, Jean-François Marot, wohnhaft in 4500 Huy, rue Rioul 42, François Moinet, wohnhaft in 6600 Bastnach, rue de Marche 64b, Guy Millet, wohnhaft in

7030 Mons, avenue Albert-Elisabeth 29, Alain Nicolas, wohnhaft in 7050 Jurbise, Chemin de la Ferme 137, Jean-Marie Quairiat, wohnhaft in 1120 Brüssel, Sentier du Verger 10, und Cédric Visart de Bocarmé, wohnhaft in 5100 Dave, rue du Rivage 157, Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 18. Dezember 2006 «zur Abänderung der Artikel 80, 259^{quater}, 259^{quinquies}, 259^{nonies}, 259^{decies}, 259^{undecies}, 323^{bis}, 340, 341, 346 und 359 des Gerichtsgesetzbuches, zur Wiederaufnahme von Artikel 324 in dieses Gesetzbuch und zur Abänderung der Artikel 43 und 43^{quater} des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 16. Januar 2007).

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

B.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung des Gesetzes vom 18. Dezember 2006 «zur Abänderung der Artikel 80, 259^{quater}, 259^{quinquies}, 259^{nonies}, 259^{decies}, 259^{undecies}, 323^{bis}, 340, 341, 346 und 359 des Gerichtsgesetzbuches, zur Wiederaufnahme von Artikel 324 in dieses Gesetzbuch und zur Abänderung der Artikel 43 und 43^{quater} des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten».

B.2. Aus dem Wortlaut der Klageschrift geht hervor, dass die Klagegründe sich auf die Artikel 3, 4, 5 und 7 dieses Gesetzes beziehen. Diese Bestimmungen lauten wie folgt:

«Art. 3. Artikel 259^{quater} desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998 und abgeändert durch die Gesetze vom 17. Juli 2000, 21. Juni 2001 und 3. Mai 2003, wird wie folgt abgeändert:

1. Paragraph 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

‘ § 1. Der Erste Präsident des Kassationshofes und der Generalprokurator beim Kassationshof werden durch den König für eine Mandatsdauer von fünf Jahren, die innerhalb desselben Rechtsprechungsorgans oder derselben Staatsanwaltschaft nicht verlängerbar ist, bestimmt.

Die anderen Korpschefs im Sinne von Artikel 58^{bis} Nr. 2 werden durch den König für eine Mandatsdauer von fünf Jahren, die innerhalb desselben Rechtsprechungsorgans oder derselben Staatsanwaltschaft ein einziges Mal unmittelbar verlängerbar ist, bestimmt. ‘;

2. Paragraph 2 Absatz 1 Nr. 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

‘ 2. des Korpschefs des Rechtsprechungsorgans oder der Staatsanwaltschaft bei dem Rechtsprechungsorgan, in dem der Bewerber als Magistrat tätig ist. Für die Magistrate mit einem Auftrag in Anwendung von Artikel 144^{bis} § 3 Absätze 1 und 2 gibt der Föderalprokurator eine Stellungnahme ab, wenn der Betroffene vollzeitig für ihn arbeitet. Wenn die Leistungen nicht vollzeitig erbracht werden, wird die Stellungnahme des Föderalprokurators zu dem mit der föderalen Arbeit verbundenen Aspekt derjenigen des Korpschefs beigefügt. ‘;

3. Paragraph 2 Absatz 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

‘ Wenn der Korpschef im Sinne von Absatz 1 Nr. 2 derselbe ist wie derjenige im Sinne von Absatz 1 Nr. 1, wird die Stellungnahme entweder durch die Generalversammlung für den Kassationshof oder durch den Präsidenten des Kollegiums der Generalprokuratoren für den Föderalprokurator oder durch den Korpschef des unmittelbar übergeordneten Rechtsprechungsorgans oder der Staatsanwaltschaft bei diesem Rechtsprechungsorgan in den anderen Fällen abgeben. Das Gleiche gilt, wenn es dem Korpschef im Sinne von Absatz 1 Nrn. 1 und 2 aus gleich welchem Grund unmöglich ist, eine Stellungnahme abzugeben oder wenn es auf seiner Seite ein persönliches entgegengesetztes Interesse im Sinne von Artikel 259^{ter} § 1 Absatz 5 gibt. Die Modalitäten von Artikel 259^{ter} § 1 Absatz 2 und § 2 Absätze 1 bis 3 gelten sinngemäß. ‘;

4. in Paragraph 3 Absatz 2 Nr. 3 wird die Wortfolge ‘ sechs Jahre ‘ durch die Wortfolge ‘ fünf Jahre ‘ ersetzt;

5. es wird ein Paragraph 3^{bis} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ § 3^{bis}. Spätestens am Ende des 52. Monats der Mandatsausübung informiert der Korpschef im Sinne von Paragraph 1 Absatz 2 den Minister der Justiz darüber, ob er die Erneuerung des Mandats beantragt oder nicht. Wenn er diese Verlängerung nicht beantragt, wird das Mandat für unbesetzt erklärt.

Um die Verlängerung beantragen zu können, muss der Korpschef am Ablaufdatum des ersten Mandats mindestens fünf Jahre von der Altersgrenze im Sinne von Artikel 383 § 1 entfernt sein.

Wenn der Betroffene die Verlängerung des Mandats beantragt hat, übermittelt der Minister der Justiz spätestens 60 Tage vor Ablauf des Mandats die Verlängerungsakte, die in Artikel 259^{novies} § 10 Absatz 14 erwähnten Schriftstücke enthält, an die zuständige Ernennungs- und Bestimmungskommission des Hohen Justizrates.

Die Ernennungs- und Bestimmungskommission hört den Korpschef an.

Der Vorschlag durch die Ernennungs- und Bestimmungskommission erfolgt in Form einer mit Gründen versehenen Entscheidung der Annahme oder Verweigerung der Verlängerung des Mandats des Korpschefs. Sie wird spätestens 30 Tage vor Ablauf des Mandats dem Minister der Justiz übermittelt.

Die Verlängerung des Mandats oder die Erklärung über das Freiwerden des Mandats erfolgt innerhalb von 30 Tagen vor Ablauf des Mandats.

Im Falle der Bestimmung eines Korpschefs im Sinne von Paragraph 6 Absatz 3 laufen die in diesem Paragraphen vorgesehenen Fristen nach dem Zeitschema ab, das auf den Vorgänger Anwendung gefunden hätte.

Wird das Mandat eines Korpschefs nicht verlängert, so wird das Mandat bis zur Bestimmung des Nachfolgers durch einen Inhaber eines beigeordneten Mandats in der Reihenfolge des Dienstalters oder, in Ermangelung, durch einen anderen Magistrat in der Reihenfolge des Dienstalters ausgeübt. ‘;

6. Paragraph 4 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

‘ § 4. Am Ende des Mandats übernimmt der aus demselben Rechtsprechungsorgan oder derselben Staatsanwaltschaft hervorgegangene Korpschef wieder die Funktion, in der er zum Zeitpunkt seiner Bestimmung ernannt war, oder gegebenenfalls das beigeordnete Mandat, für das er bestimmt worden war.

Durch die Bestimmung als Korpschef in dem Rechtsprechungsorgan, aus dem der Magistrat hervorgegangen ist, wird das beigeordnete Mandat ausgesetzt. ‘;

7. in Paragraph 5 Absatz 2 wird die Wortfolge ‘ Paragraph 4 ‘ durch die Wortfolge ‘ Paragraph 4 Absatz 1 ‘ ersetzt;

8. in Paragraph 5 Absatz 3 wird das Wort ‘ endgültig ‘ gestrichen;

9. Paragraph 5 Absatz 4 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

‘ Wenn nicht spätestens sechs Monate vor dem Ablauf des Mandats beziehungsweise innerhalb des Monats vor dem Ende des Mandats im Falle der Nichtverlängerung des Mandats ein Antrag in diesem Sinne an den König gerichtet wird, findet Paragraph 4 Anwendung. ‘;

10. Paragraph 6 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

‘ § 6. Das Freiwerden eines Mandats als Korpschef führt zur Anwendung von Artikel 287.

Wenn das Mandat des Ersten Präsidenten des Kassationshofes oder des Generalprokurators beim Kassationshof vorzeitig frei wird, wird Artikel 287 nur angewandt, insofern zu dem Zeitpunkt, ab dem das Mandat unbesetzt ist, das normale Ablaufdatum des Mandats um mindestens zwei Jahre entfernt ist. Beträgt diese Frist weniger als zwei Jahre, so wird das Mandat durch den Stellvertreter im Sinne von Artikel 319 Absatz 2 zu Ende geführt.

Wenn zu dem Zeitpunkt, ab dem ein Mandat als Föderalprokurator, als Erster Präsident des Appellationshofes Brüssel, als Generalprokurator beim Appellationshof Brüssel, als Erster Präsident des Arbeitsgerichtshofes Brüssel, als Präsident des Gerichtes erster Instanz Brüssel, des Arbeitsgerichtes Brüssel und des Handelsgerichtes Brüssel, als Prokurator des Königs beim Gericht erster Instanz Brüssel und als Arbeitsauditor des Arbeitsgerichtes Brüssel vorzeitig unbesetzt ist, das normale Ablaufdatum des Mandats um mindestens zwei Jahre entfernt ist, wird Artikel 287 angewandt.

Wenn zu dem Zeitpunkt, ab dem ein Mandat im Sinne von Absatz 3 vorzeitig unbesetzt ist, das normale Ablaufdatum des Mandats um weniger als zwei Jahre entfernt ist, wird das Mandat durch den Stellvertreter im Sinne von Artikel 319 Absatz 2 zu Ende geführt.

Wenn der Ersatz im Sinne von Absatz 4 während des ersten Mandats erfolgt, wird Artikel 287 angewandt zur Vergabe eines Mandats für den Verlängerungszeitraum oder den verbleibenden Teil dieses Zeitraums.

Im Falle eines Bewerberaufrufs in Anwendung der Absätze 2, 3 und 5 können sich bei Strafe der Unzulässigkeit nur diejenigen bewerben, die die gleichen Sprachbedingungen erfüllen wie der Korpschef, dessen Mandat vorzeitig endet.

Die Dauer des Mandats desjenigen, der in Anwendung der Absätze 2, 3 und 5 als Korpschef bestimmt wird, ist in Abweichung von Paragraph 1 auf die verbleibende Dauer des vorzeitig endenden Mandats begrenzt. Wenn die Bestimmung für ein Mandat im Sinne von Absatz 3 jedoch während des ersten Mandats erfolgt, wird Paragraph 3*bis* für den Verlängerungszeitraum angewandt. ';

11. in Paragraph 7 Absatz 2 wird die Wortfolge ' , mit Ausnahme der Bestimmungen von Paragraph 4 über das Gehalt sowie die damit verbundenen Erhöhungen und Vorteile ' gestrichen.

Art. 4. Artikel 259*quinquies* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998, wird wie folgt abgeändert:

1. in Paragraph 1 wird Nr. 1 durch folgenden Wortlaut ergänzt:

' Um als Präsident des Kassationshofes bestimmt werden zu können, muss der Bewerber außerdem zu dem Zeitpunkt, ab dem das Mandat tatsächlich unbesetzt ist, mindestens fünf Jahre von der Altersgrenze im Sinne von Artikel 383 § 1 entfernt sein. ';

2. in Paragraph 1 wird Nr. 2 durch folgenden Wortlaut ergänzt:

' Um als Erster Generalanwalt beim Kassationshof bestimmt werden zu können, muss der Bewerber außerdem zu dem Zeitpunkt, ab dem das Mandat tatsächlich unbesetzt ist, mindestens fünf Jahre von der Altersgrenze im Sinne von Artikel 383 § 1 entfernt sein. ';

3. es wird ein Paragraph 1*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

' § 1*bis*. Die Bestimmungen für die beigeordneten Mandate als Präsident des Kassationshofes und als Erster Generalanwalt beim Kassationshof erfolgen für einen nicht verlängerbaren Zeitraum von fünf Jahren.

Der Präsident des Kassationshofes und der Erste Generalanwalt beim Kassationshof unterliegen einer Bewertung während des fünften Mandatsjahres.

Bei Ablauf ihres Mandats kehren sie in die letzte Funktion oder das letzte beigeordnete Mandat zurück, für die sie ernannt beziehungsweise bestimmt worden waren. Gegebenenfalls verschwindet eine Überzahl, wenn ein Mandat im gleichen Rang frei wird.

Die Bestimmung als Präsident des Kassationshofes setzt das beigeordnete Mandat als Abteilungspräsident am Kassationshof aus.

Im Falle einer vorzeitigen Beendigung des Mandats wird das in Paragraph 1 vorgesehene Verfahren eingeleitet, um einen Magistrat derselben Sprachrolle zu bestimmen, der das laufende Mandat zu Ende führt. ';

4. in Paragraph 2 Absatz 1 wird das Wort ' anderen ' zwischen die Wortfolge ' Die Bestimmungen für ' und die Wortfolge ' beigeordneten Mandate ' eingefügt;

5. in Paragraph 2 Absatz 2 des französischen Textes wird die Wortfolge ' se libère ' gestrichen.

Art. 5. Artikel 259*novies* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998 und abgeändert durch die Gesetze vom 13. März 2001 und 3. Mai 2003, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

' Artikel 259*novies*. § 1. Die ordentlichen Berufsmagistrate unterliegen einer mit Gründen versehenen schriftlichen Bewertung, entweder einer regelmäßigen Bewertung im Falle einer Ernennung oder einer Bewertung des Mandats, wenn es sich um ein Mandat als Korpschef, ein beigeordnetes Mandat oder ein spezifisches Mandat handelt.

Die regelmäßigen Bewertungen werden innerhalb von dreißig Tagen nach Ablauf der in diesem Kapitel vorgesehenen Fristen vorgenommen. Es kann vorzeitig eine neue Bewertung vorgenommen werden, wenn besondere Fakten eingetreten sind oder besondere Feststellungen erfolgt sind seit der letzten Bewertung.

Die regelmäßigen Bewertung kann zu einem Vermerk " sehr gut ", " gut ", " ausreichend " oder " unzureichend " führen. Die Bewertung der Inhaber von Mandaten kann zu einem Vermerk " gut " oder " unzureichend " führen.

Die Bewertung betrifft die Weise der Ausübung der Funktionen, mit Ausnahme des Inhalts gleich welcher Gerichtsentscheidung, und wird auf der Grundlage von Kriterien bezüglich der Persönlichkeit sowie der geistigen, beruflichen und organisatorischen Fähigkeiten vorgenommen.

Die Bewertung der Korpschefs betrifft ebenfalls ihre Managementfähigkeiten und insbesondere die Personalführung und die zur Bekämpfung des Gerichtsrückstands ergriffenen Initiativen.

Auf Vorschlag des Hohen Justizrates bestimmt der König die Bewertungskriterien und die Gewichtung dieser Kriterien unter Berücksichtigung der spezifischen Beschaffenheit der Funktionen und Mandate und bestimmt die Anwendungsmodalitäten dieser Bestimmungen.

§ 2. Zum Beginn des Zeitraums, auf den sich die Bewertung des Magistrats bezieht, findet ein Planungsgespräch zwischen dem Magistrat und seinen Bewertern oder einem von ihnen statt.

Der Ort und der Zeitpunkt des Planungsgesprächs werden dem Magistrat mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief oder gegen datierte Empfangsbestätigung spätestens fünfzehn Tage vor dem Datum dieses Gesprächs mitgeteilt.

Das Planungsgespräch dient dazu, auf der Grundlage einer konkreten Beschreibung der Funktion des Magistrats und unter Berücksichtigung des organisatorischen Kontextes die Ziele für den kommenden Bewertungszeitraum festzulegen. Diese Ziele müssen spezifisch, messbar, annehmbar und realisierbar sein.

Die Bewerter oder einer von ihnen bestimmen den Vermerk, der dem Magistrat erteilt wird, wenn er die festgelegten Ziele erreicht. Wenn die Bewertung nicht die höchste ist, teilt der Bewerter dem Magistrat mit, welche Ziele hätten erreicht werden müssen, um eine bessere Bewertung zu erhalten.

Der Magistrat verfasst für seinen Bewerber oder einen von ihnen einen Bericht über das Planungsgespräch.

In diesem Bericht werden die Punkte erwähnt, über die Einigung erzielt wurde. Für die Punkte, über die keine Einigung erzielt wurde, werden die unterschiedlichen Standpunkte dargelegt.

Wird keine Einigung erzielt, so werden die unterschiedlichen Meinungen so präzise wie möglich beschrieben. Wenn die Bewerber oder einer von ihnen der Auffassung sind, dass der Bericht den Inhalt des Planungsgesprächs nicht getreu wiedergibt, fügen sie ihre eigene Fassung bei. Eine Abschrift wird dem Magistrat zugesandt.

Die Urschrift des Berichtes und gegebenenfalls die Fassung der Bewerber werden in der Bewertungsakte aufbewahrt.

§ 3. Während des Bewertungszeitraums kann ein funktionales Gespräch stattfinden, wenn es Gründe zur Anpassung des Funktionsprofils oder der Ziele gibt. Dieses Gespräch findet entweder auf Initiative der Bewerber oder eines von ihnen oder auf Antrag des Magistrats statt.

Der Ort und der Zeitpunkt werden im gemeinsamen Einvernehmen festgelegt.

Kommt keine Einigung zustande, so findet das funktionale Gespräch während der ersten fünfzehn Tage nach dem schriftlichen Antrag eine der Parteien statt, der der anderen Partei mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief oder gegen datierte Empfangsbestätigung übermittelt wurde.

Der Magistrat verfasst für seine Bewerber oder einen von ihnen einen Bericht über das funktionale Gespräch gemäß dem in Paragraph 2 Absätze 6 bis 8 festgelegten Verfahren.

§ 4. Der Ort und der Zeitpunkt des Bewertungsgesprächs werden dem Magistrat mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief oder gegen datierte Empfangsbestätigung spätestens fünfzehn Tage vor dem Datum dieses Gesprächs mitgeteilt.

Durch diese Notifizierung wird der Magistrat gebeten, das Bewertungsgespräch schriftlich vorzubereiten und den Bewertern diese Vorbereitung spätestens drei Tage vor dem Bewertungsgespräch zu übermitteln.

Anschließend verfassen die Bewerber einen vorläufigen Bewertungsentwurf. Dieser wird dem Magistrat während des Bewertungsgesprächs mitgeteilt und gemeinsam mit ihm geprüft. Der Entwurf kann entsprechend dem Gespräch angepasst werden.

§ 5. Der Korpschef oder der Präsident der Generalversammlung der Friedensrichter und der Richter am Polizeigericht schickt dem Betroffenen gegen datierte Empfangsbestätigung oder mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief mit Rückschein eine Abschrift der vorläufigen Bewertung.

Der Betroffene kann bei Strafe des Verfalls innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Notifizierung der vorläufigen Bewertung seine schriftlichen Bemerkungen gegen datierte Empfangsbestätigung oder mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief mit Rückschein an den Korpschef oder den Präsidenten der Generalversammlung der Friedensrichter und der Richter am Polizeigericht schicken, der die Urschrift der Bewertungsakte beifügt.

Wenn der Magistrat keine schriftlichen Bemerkungen zur vorläufigen Bewertung äußert, wird diese endgültig.

Wenn der Magistrat jedoch schriftliche Bemerkungen zur vorläufigen Bewertung äußert, wird eine endgültige schriftliche Bewertung verfasst, in der schriftlich auf diese Bemerkungen geantwortet wird.

§ 6. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Eingang dieser Bemerkungen schickt der Korpschef oder der Präsident der Generalversammlung der Friedensrichter und der Richter am Polizeigericht eine Abschrift der endgültigen Bewertung an den Minister der Justiz und gegen datierte Empfangsbestätigung oder mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief mit Rückschein an den Betroffenen.

§ 7. Auf das Bewertungsgespräch folgt ein Planungsgespräch für den folgenden Zeitraum.

§ 8. Die Bewertungsakten werden durch den Korpschef oder den Präsidenten der Generalversammlung der Friedensrichter und der Richter am Polizeigericht aufbewahrt. Eine Abschrift der endgültigen Bewertungen wird bei dem Minister der Justiz während mindestens zehn Jahren aufbewahrt. Die Bewertungen sind vertraulich und können jederzeit durch den Bewerteten eingesehen werden.

§ 9. Die Paragraphen 2 bis 8 finden nicht Anwendung auf die Korpschefs.

Während des zweiten Jahres der Mandatsausübung ist die Umsetzung des Geschäftsführungsplans im Sinne von Artikel 259^{quater} § 2 Absatz 3 Buchstabe *d*) Gegenstand eines Begleitgesprächs zwischen dem Korpschef und den Mitgliedern des in Artikel 259^{undecies} § 3 erwähnten Bewertungskollegiums. Dieses Gespräch betrifft die ergriffenen Managementmaßnahmen und gegebenenfalls die Änderungen am Geschäftsführungsplan durch den Korpschef seit seinem Mandatsantritt. Der Korpschef, auf den sich Artikel 259^{quater} § 6 Absatz 3 bezieht, und derjenige, auf den sich Absatz 5 bezieht, falls das ihm erteilte Mandat eine kürzere Dauer als fünf Jahre hat, unterliegen keinem Begleitgespräch.

Im Falle einer Mandatsverlängerung betrifft das Begleitgespräch die Umsetzung des Funktionsplans, den der Korpschef während des fünften Jahres seines ersten Mandats erstellt hat.

Das Begleitgespräch findet spätestens während des achtzehnten Monats der Mandatsausübung statt.

Der Korpschef verfasst einen Bericht über dieses Gespräch. Wenn die zuständige Kammer des Bewertungskollegiums der Auffassung ist, dass der Bericht nicht den Inhalt des Begleitgesprächs getreu wiedergibt, fügt er seine Fassung hinzu. Eine Abschrift wird dem Magistrat zugesandt. Die Urschrift des Berichtes und gegebenenfalls die Fassung der Bewerber werden in der Bewertungsakte aufbewahrt.

Der Ort und der Zeitpunkt der Begleitgespräche zwischen dem Korpschef und der zuständigen Kammer des genannten Kollegiums werden dem Magistrat durch den Präsidenten der zuständigen Kammer des Bewertungskollegiums mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief oder gegen datierte Empfangsbestätigung spätestens zehn Tage vor dem Datum des Gesprächs mitgeteilt.

Die zuständige Kammer des Bewertungskollegiums verfasst die Empfehlungen, die sich gegebenenfalls aus dem Begleitgespräch ergeben, spätestens im 24. Monat der Mandatsausübung.

Gegebenenfalls übermittelt der Präsident der zuständigen Kammer des Bewertungskollegiums dem Betroffenen innerhalb dieser Frist gegen datierte Empfangsbestätigung oder mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief mit Rückschein eine Abschrift der Empfehlungen.

Eine Abschrift der etwaigen Empfehlungen wird bei dem Minister der Justiz während mindestens zehn Jahren aufbewahrt.

§ 10. Die Korpschefs werden während des fünften Jahres ihrer Mandatsausübung bewertet. Für die Bewertung des Korpschefs, auf den sich Artikel 259^{quater} § 6 Absatz 3 bezieht, sowie desjenigen, auf den sich Absatz 5 bezieht, falls das ihm erteilte Mandat eine kürzere Dauer als fünf Jahre hat, laufen die in diesem Paragraphen vorgesehenen Fristen nach dem Terminplan ab, der für den Vorgänger gegolten hätte.

Die Bewertung beginnt frühestens im vierundfünfzigsten Monat der Mandatsausübung.

Der Bericht über das Begleitgespräch und gegebenenfalls die Fassung der zuständigen Kammer des in Artikel 259*undecies* § 3 erwähnten Bewertungskollegiums, der durch den Korpschef verfasste funktionale Bericht, die verpflichtenden und fakultativen Stellungnahmen sowie die Bewertungsgespräche zwischen dem Korpschef und der zuständigen Kammer des Bewertungskollegiums bilden die Grundlage der Bewertung.

Die Korpschefs übermitteln der zuständigen Kammer des genannten Kollegiums während des vierundfünfzigsten Monats der Mandatsausübung den funktionalen Bericht in doppelter Ausfertigung.

Der Generaldirektor der Generaldirektion der Gerichtsorganisation des Föderalen Öffentlichen Dienstes Justiz und gegebenenfalls die Generalversammlung oder die Korpsversammlung übermitteln der zuständigen Kammer des genannten Kollegiums während des vierundfünfzigsten Monats der Mandatsausübung eine mit Gründen versehene Stellungnahme in doppelter Ausfertigung.

Eine Abschrift dieser Stellungnahmen wird dem betroffenen Korpschef innerhalb der gleichen Fristen durch die Generalversammlung oder durch die Korpsversammlung beziehungsweise durch den Föderalen Öffentlichen Dienst Justiz mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief mit Rückschein oder gegen datierte Empfangsbestätigung zugesandt.

Es wird davon ausgegangen, dass nicht abgegebene Stellungnahmen weder befürwortend noch ablehnend sind.

Der Ort und der Zeitpunkt der Bewertungsgespräche zwischen dem Korpschef und der zuständigen Kammer des genannten Kollegiums werden dem Magistrat durch den Präsidenten der zuständigen Kammer des Bewertungskollegiums mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief oder gegen datierte Empfangsbestätigung spätestens zehn Tage vor dem Datum des Gesprächs mitgeteilt.

Die zuständige Kammer des Bewertungskollegiums legt die vorläufige Bewertung fest.

Der Präsident der zuständigen Kammer des Bewertungskollegiums übermittelt dem Betroffenen eine Abschrift der vorläufigen Bewertung gegen datierte Empfangsbestätigung oder mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief mit Rückschein.

Der Betroffene kann bei Strafe des Verfalls innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab der Notifizierung der vorläufigen Bewertung seine schriftlichen Bemerkungen gegen datierte Empfangsbestätigung oder mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief mit Rückschein an den Präsidenten der zuständigen Kammer des Bewertungskollegiums senden, der die Urschrift der Bewertungsakte beifügt.

Die zuständige Kammer des Bewertungskollegiums legt die endgültige Bewertung spätestens siebenzig Tage vor dem Mandatsende fest. Die endgültige Bewertung wird begründet.

Der Präsident der zuständigen Kammer des Bewertungskollegiums übermittelt dem Betroffenen innerhalb dieser Frist eine Abschrift der begründeten endgültigen Bewertung gegen datierte Empfangsbestätigung oder mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief mit Rückschein.

Der Präsident der zuständigen Kammer des Bewertungskollegiums übermittelt dem Minister der Justiz parallel folgende Schriftstücke:

- den Bericht des Begleitgesprächs, den der Korpschef verfasst hat und der gegebenenfalls durch die Fassung der zuständigen Kammer des Bewertungskollegiums ergänzt wurde;
- den durch den Korpschef verfassten funktionalen Bericht;
- die verpflichtenden Stellungnahmen im Sinne von Absatz 5 und die durch die Kammer angeforderten fakultativen Stellungnahmen;
- die begründete endgültige Bewertung;
- die Schriftstücke, mit denen die Notifizierung der Stellungnahmen an den Bewerber belegt wird.

Die Bewertungsakten werden durch den Präsidenten der zuständigen Kammer des Bewertungskollegiums aufbewahrt. Eine Abschrift der endgültigen Bewertungen wird durch den Minister der Justiz während mindestens zehn Jahren aufbewahrt. Die Bewertung ist vertraulich und kann jederzeit durch den Bewerteten eingesehen werden.

Art. 7. Artikel 259*undecies* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998 und abgeändert durch die Gesetze vom 21. Juni 2001 und 3. Mai 2003, wird wie folgt abgeändert:

1. in Paragraph 2 Absatz 1 wird das Wort 'anderen' zwischen das Wort 'eines' und die Wortfolge 'beigeordneten Mandats' und die Wortfolge 'als das Mandat des Präsidenten des Kassationshofes und des Ersten Generalanwalts beim Kassationshof' zwischen die Wortfolge 'beigeordneten Mandats' und die Wortfolge 'oder eines spezifischen Mandats' eingefügt;

2. der Artikel wird durch einen Paragraph 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

' § 3. Es wird ein Bewertungskollegium eingesetzt, das sich aus einer französischsprachigen Kammer und einer niederländischsprachigen Kammer zusammensetzt, die damit beauftragt sind, die Korpschefs der französischsprachigen beziehungsweise der niederländischsprachigen Sprachgruppe zu bewerten.

Wenn in der französischsprachigen Kammer kein Magistrat anwesend ist, der die Kenntnis der deutschen Sprache nachweist, wird auf einen Dolmetscher zurückgegriffen.

Die Bewertung der Korpschefs wird durch die zuständige Kammer des Bewertungskollegiums vorgenommen, die sich aus zwei Korpschefs der Richterschaft oder der Staatsanwaltschaft, je nachdem, ob der Bewertete zur Richterschaft oder zur Staatsanwaltschaft gehört, aus zwei Magistraten, die Mitglied der Begutachtungs- und Untersuchungskommission des Hohen Justizrates sind, einem Magistrat des Rechnungshofes und einem Spezialisten für Personalführung zusammensetzt.

In den Kammern führt jeweils der Korpschef mit dem höchsten Dienstalter den Vorsitz.

Die Mitglieder des Bewertungskollegiums tagen für einen verlängerbaren Zeitraum von vier Jahren, der am Tag der Veröffentlichung der Zusammensetzung der Kammern im *Belgischen Staatsblatt* beginnt. Die ausscheidenden Mitglieder tagen bis zur Einsetzung der neuen Mitglieder.

Das Bestimmungsverfahren wird spätestens acht Monate vor Ablauf der Mandate eingeleitet.

Die Mitglieder, die eine Bewertung "unzureichend" erhalten oder die Eigenschaft, auf deren Grundlage sie als Mitglied des Kollegiums bestimmt worden sind, verloren haben, werden von Amts wegen durch einen Stellvertreter ersetzt. Die in den Ruhestand getretenen Mitglieder der Bewertungskollegien können ihr Mandat über die Versetzung in den Ruhestand hinaus beenden.

Die Mitglieder der Kammern des Bewertungskollegiums müssen jedes Mal, wenn ein persönliches oder ein entgegengesetztes Interesse vorliegt, auf die Abgabe einer Stellungnahme verzichten. Sie dürfen insbesondere keine Stellungnahme zu Blutsverwandten oder Verschwägerten bis zum vierten Grad und ebenfalls nicht zu Personen, mit denen sie eine eheähnliche Gemeinschaft bilden, abgeben.

Die Beschlüsse der Kammern werden mit absoluter Stimmenmehrheit der Mitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Präsidenten der Kammer ausschlaggebend.

Je nachdem, ob die Korpschefs ihre Funktion in der Richterschaft oder in der Staatsanwaltschaft ausüben, werden sie durch Korpschefs der Richterschaft oder der Staatsanwaltschaft unter allen Korpschefs der Richterschaft oder der Staatsanwaltschaft derselben Sprachgruppe, die wenigstens vier Jahre von der in Artikel 383 § 1 vorgesehenen Altersgrenze entfernt sind, gewählt. Die Abstimmung ist Pflicht.

Die Magistrate, die Mitglied des Hohen Justizrates sind, werden durch die Generalversammlung des Hohen Justizrates bestimmt.

Die Mitglieder des Rechnungshofes werden durch den Ersten Präsidenten des Rechnungshofes bestimmt.

Die Spezialisten für Personalführung werden durch den Minister der Justiz auf Vorschlag des Ministers des Öffentlichen Dienstes bestimmt.

Das Sekretariat der Kammern des Bewertungskollegiums wird durch die Kanzlei des Kassationshofes besorgt.

Die Modalitäten der Wahlen, die Zahl der Stellvertreter einer jeden Kategorie von Mitgliedern des Bewertungskollegiums und die Anwesenheitsgelder für die Magistrate des Rechnungshofes und die Spezialisten für Personalführung werden durch königlichen Erlass festgelegt. '».

In Bezug auf den ersten und den zweiten Klagegrund

B.3.1. Im ersten Klagegrund führen die klagenden Parteien an, die Artikel 259*novies* und 259*undecies* des Gerichtsgesetzbuches, abgeändert durch die Artikel 5 und 7 des angefochtenen Gesetzes, verstießen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikel 151 §§ 5 und 6, insofern sie für den Ersten Präsidenten des Kassationshofes, die Ersten Präsidenten der Gerichtshöfe und die Präsidenten der Gerichte eine Bewertung vorschrieben; da Artikel 151 § 6 der Verfassung dies nicht erlaube, werde ihnen auf diskriminierende Weise eine Garantie entzogen, die ihnen durch die Verfassung geboten werde, sowie das Recht, ihre Funktion unabhängig auszuüben. Im Gegensatz zu dem Standpunkt des Ministerrates wird im Klagegrund somit der Behandlungsunterschied angegeben, der im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stünde, und es kann nicht davon ausgegangen werden, dass er aus einem direkten Verstoß gegen Artikel 151 § 6 der Verfassung abgeleitet ist.

B.3.2. Im zweiten Klagegrund führen die klagenden Parteien an, dieselben Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches verstießen gegen dieselben Bestimmungen der Verfassung, indem sie es der politischen Gewalt erlaubten, sich in die rechtsprechende Gewalt einzumischen, und somit eine diskriminierende Verletzung der Unabhängigkeit herbeiführten, die die Verfassung den Korpschefs garantiere, und indem darin weder eine Einspruchsmöglichkeit noch eine richterliche Kontrolle bezüglich der Beschlüsse über die Bewertung vorgesehen sei.

B.3.3. Die beiden Klagegründe werden zusammen geprüft, da sie gegen dieselben Gesetzesbestimmungen gerichtet sind, darin ein Verstoß gegen dieselben Verfassungsbestimmungen angeführt wird und beide sich auf die Bewertung beziehen, der fortan die Korpschefs unterliegen und mit der ein Kollegium aus sechs Mitgliedern beauftragt ist, von denen zwei durch den Ersten Präsidenten des Rechnungshofes beziehungsweise durch die ausführende Gewalt bestimmt werden.

B.4.1. Die angefochtenen Bestimmungen sind Bestandteil eines Bündels von Maßnahmen, mit denen der Gesetzgeber das Gerichtsgesetzbuch abgeändert hat, um die Regelung des auf sieben Jahre festgesetzten und nicht verlängerbaren Mandats der Korpschefs - so wie es durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998 eingefügt worden war -, durch eine Regelung mit einem Mandat von fünf Jahren, das ein einziges Mal unmittelbar verlängerbar ist, wenn es sich um ein anderes Mandat als dasjenige des Ersten Präsidenten des Kassationshofes oder des Generalprokurators beim Kassationshof handelt, zu ersetzen (neuer Artikel 259*quater*) (*Parl. Dok.*, Senat, 2005-2006, Nr. 3-1707/1, S. 4, Nr. 3-1707/5, S. 49, und Kammer, 2005-2006, DOC 51-2646/003, S. 3). Bei dieser Gelegenheit vertrat der Gesetzgeber die Auffassung, dass den Korpschefs fortan eine durch das Gerichtsgesetzbuch vorgesehene Bewertung aufzuerlegen sei (neuer Artikel 259*novies*). Die klagenden Parteien führen an, Artikel 151 § 6 der Verfassung spreche dagegen.

B.4.2. Artikel 151 §§ 5 und 6 der Verfassung bestimmt:

«§ 5. Der erste Präsident des Kassationshofes, die ersten Präsidenten der Gerichtshöfe und die Präsidenten der Gerichte werden vom König unter den Bedingungen und in der Weise, die das Gesetz festlegt, für diese Ämter bestimmt.

Diese Bestimmung erfolgt auf einen mit Gründen versehenen Vorschlag der zuständigen Ernennungs- und Bestimmungskommission, mit einer Zweidrittelmehrheit gemäß den Modalitäten, die das Gesetz festlegt, und nach Beurteilung von Sachkunde und Eignung. Dieser Vorschlag kann nur in der vom Gesetz festgelegten Weise und mittels Begründung abgelehnt werden.

Bei einer Bestimmung für das Amt als erster Präsident des Kassationshofes oder als erster Präsident eines Gerichtshofes gibt die Generalversammlung des betreffenden Hofes vor dem im vorhergehenden Absatz erwähnten Vorschlag in der Weise, die das Gesetz festlegt, eine mit Gründen versehene Stellungnahme ab.

Der Präsident und die Abteilungspräsidenten des Kassationshofes, die Kammerpräsidenten der Gerichtshöfe und die Vizepräsidenten der Gerichte werden von den Höfen und den Gerichten aus deren Mitte unter den Bedingungen und in der Weise, die das Gesetz festlegt, für diese Ämter bestimmt.

Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 152 legt das Gesetz die Dauer der Bestimmungen für diese Ämter fest.

§ 6. In der vom Gesetz festgelegten Weise werden die Richter, die Inhaber der in Paragraph 5 Absatz 4 erwähnten Ämter und die Mitglieder der Staatsanwaltschaft einer Bewertung unterworfen».

B.4.3. Der Vorentwurf des Gesetzes, der der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates zur Begutachtung vorgelegt worden war, enthielt einen Artikel 2 mit folgendem Wortlaut:

«Artikel 259*quater* des Gerichtsgesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998 und abgeändert durch die Gesetze vom 17. Juli 2000, 21. Juni 2001 und 3. Mai 2003, wird wie folgt abgeändert:

1. Paragraph 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: ' Die Korpschefs im Sinne von Artikel 58*bis* Nr. 2 werden durch den König für eine Mandatsdauer von zehn Jahren, die innerhalb desselben Rechtsprechungsorgans oder derselben Staatsanwaltschaft nicht unmittelbar verlängerbar ist, bestimmt.

Der König beendet dieses Mandat jedoch, wenn die in Artikel 259^{novies} §§ 1 bis 9 vorgesehene Bewertung am Ende des sechzigsten Monats des Mandats zu einem Vermerk "unzureichend" führt.'

[...]» (*Parl. Dok.*, Senat, 2005-2006, Nr. 3-1707/1, S. 27).

In seinem Gutachten bemerkte der Staatsrat:

«1. Korpschefs der Richterschaft

1.1. Die Einführung durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998 zur Abänderung gewisser Bestimmungen in Teil II des Gerichtsgesetzbuches bezüglich des Hohen Justizrates, der Ernennung und Bestimmung von Magistraten sowie zur Einführung eines Bewertungssystems hat vorher eine Änderung - die am 20. November 1998 erfolgt ist - von Artikel 151 der Verfassung erforderlich gemacht, in dem es heißt:

- in Paragraph 5 Absätze 4 und 5:

' Der Präsident und die Abteilungspräsidenten des Kassationshofes, die Kammerpräsidenten der Gerichtshöfe und die Vizepräsidenten der Gerichte werden von den Höfen und den Gerichten aus deren Mitte unter den Bedingungen und in der Weise, die das Gesetz festlegt, für diese Ämter bestimmt.

Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 152 legt das Gesetz die Dauer der Bestimmungen für diese Ämter fest. '

- in Paragraph 6:

' In der vom Gesetz festgelegten Weise werden die Richter, die Inhaber der in Paragraph 5 Absatz 4 erwähnten Ämter und die Mitglieder der Staatsanwaltschaft einer Bewertung unterworfen. '

Wie der Vertreter des Ministers einräumt:

' der Grund (dieser Änderungen) ist, dass zum Zeitpunkt der Erörterung und Annahme das Parlament parallel den Gesetzentwurf zur Abänderung gewisser Bestimmungen in Teil II des Gerichtsgesetzbuches bezüglich des Hohen Justizrates, der Ernennung und Bestimmung von Magistraten sowie zur Einführung eines Bewertungssystems, den sogenannten "Oktopusentwurf", behandelte. Im Rahmen dieses Entwurfs bestand jedoch ein breiter Konsens, um für die Inhaber eines beigeordneten Mandats ein System verlängerbarer Mandate vorzusehen (drei Jahre, zwei Mal verlängerbar, und endgültig nach neun Jahren). Ein solcher Konsens bestand nicht für die Mandate als Korpschef; für sie sah der Entwurf Mandate mit einer nicht verlängerbaren Dauer von sieben Jahren vor. Der Verfassungsgeber hat daher logischerweise den Standpunkt vertreten, dass es für Funktionen mit einem verlängerbaren Mandat angebracht war, in der Verfassung den Grundsatz festzuhalten, dass diese Funktionen einer Bewertung unterliegen. Eine solch kategorische Schlussfolgerung war selbstverständlich nicht erforderlich für Funktionen eines nicht verlängerbaren Mandats '.

1.2. Die Unmöglichkeit, die Bewertung eines Mandats als Korpschef in der Richterschaft vorzunehmen, ist also in Artikel 151 § 6 der Verfassung verankert. Da die Inhaber eines Mandats als Korpschef in der Richterschaft, die in Artikel 151 § 5 Absatz 1 der Verfassung erwähnt sind, nicht in Artikel 151 § 6 vorgesehen sind, kann ihnen keine Bewertung auferlegt werden. *A fortiori* kann ihnen keine Bewertung mit 'Empfehlungen' auferlegt werden, was ihre Unabhängigkeit noch stärker beeinträchtigen würde.

Außerdem erlaubt keine Verfassungsbestimmung es dem König, ein Mandat als Korpschef in der Richterschaft auf gleich welche Weise und somit auch vorzeitig zu beenden.

1.3. Folglich ist der Vorentwurf des Gesetzes, insofern er bezweckt, den Korpschefs der Richterschaft eine Bewertung aufzuerlegen und dem König die Möglichkeit zu bieten, ihr Mandat zu beenden, nicht mit Artikel 151 der Verfassung vereinbar, weder dem Geist noch dem Buchstaben nach» (*Parl. Dok.*, Senat, 2005-2006, Nr. 3-1707/1, SS. 36-37).

Im Anschluss an diese Bemerkung hat die Regierung den Entwurf abgeändert und die Möglichkeit des Königs, ein Mandat als Korpschef in der Richterschaft zu beenden, gestrichen sowie das nicht unmittelbar verlängerbare Mandat von zehn Jahren durch ein verlängerbares Mandat von fünf Jahren ersetzt (ebenda, S. 15).

B.4.4. Nachdem in dem somit abgeänderten Entwurf eine Bewertungsregelung für die Korpschefs beibehalten wurde, ist diese Frage mehrfach während der Vorarbeiten geprüft worden (*Parl. Dok.*, Senat, 2005-2006, Nr. 3-1707/1, SS. 5 und 6, Nr. 3-1707/5, SS. 3, 12, 39, 42, 50 bis 53, und Kammer, 2005-2006, DOC 51-2646/003, SS. 5 und 27); doch die Regierung hielt an ihrem Standpunkt fest, wonach Artikel 151 § 6 der Verfassung den Gesetzgeber verpflichtete, die Bewertung der darin erwähnten Personen zu organisieren, es ihm aber nicht verbiete, dies auch für andere zu tun, da die Verlängerung der Mandate als Korpschef, die zum Zeitpunkt der Annahme von Artikel 151 § 6 der Verfassung im Jahr 1998 nicht vorgesehen gewesen sei, nunmehr ins Auge gefasst würde und es rechtfertige, dass man eine Bewertung vorsehe (*Parl. Dok.*, Senat, 2005-2006, Nr. 1707/5, SS. 3, 43 und 53, und *Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2646/003, S. 11). Diese Erwägungen können jedoch nicht die Oberhand gewinnen über den eindeutigen Wortlaut von Artikel 151 der Verfassung: Einerseits werden in dessen Paragraph 6 die Magistrate aufgezählt, die einer Bewertung unterworfen werden können, ohne dass die Inhaber der Ämter im Sinne von Paragraph 5 Absatz 1, und zwar die Ersten Präsidenten und Präsidenten der Gerichtshöfe und Gerichte in dieser Aufzählung enthalten sind; andererseits ermächtigt Paragraph 5 Absatz 5 den Gesetzgeber dazu, die Dauer der Bestimmungen für alle in diesem Paragraphen aufgezählten Ämter zu bestimmen, was impliziert, dass er über ihre Erneuerbarkeit entscheiden kann, ohne die Ämter des Ersten Präsidenten und des Präsidenten auszunehmen.

Außerdem kann die Bewertung für das Mandat des Ersten Präsidenten beim Kassationshof nicht mit der Möglichkeit der Verlängerung eines solchen Mandats gerechtfertigt werden, da es nicht verlängert werden kann.

B.4.5. Da die Unmöglichkeit, die Bewertung eines Mandats als Korpschef der Richterschaft vorzunehmen, sich aus Artikel 151 § 6 der Verfassung ergibt, hat der Gesetzgeber bei der Einführung einer solchen Bewertung eine Gleichbehandlung von zwei Kategorien von Magistraten geschaffen, für die der Verfassungsgeber eine unterschiedliche Behandlung vorgesehen hat.

B.4.6. Außerdem kann hinsichtlich der Zusammensetzung der Bewertungskollegien zwar angenommen werden, dass der Gesetzgeber bei der Annahme einer solchen Maßnahme - die in der Verfassung selbst bereits für andere richterliche Ämter vorgesehen ist -, wünscht, dass das Bewertungskollegium durch die Stellungnahme von Personen außerhalb der Magistratur beraten wird angesichts dessen, dass ein Korpschef auch verpflichtet ist, einen Haushalt zu verwalten und Mitarbeiter zu führen. So hat er vorgesehen, dass durch den Generaldirektor der Generaldirektion der Gerichtsorganisation des Föderalen Öffentlichen Dienstes Justiz eine Stellungnahme abgegeben wird (Artikel 259^{novies} § 10 Absatz 5 des Gerichtsgesetzbuches); ebenso kann es wünschenswert erscheinen, dass das Bewertungskollegium Informationen über die «Verwendung der den Korpschefs zur Verfügung gestellten Finanzmittel» oder Angaben durch einen Spezialisten für Personalführung, insbesondere hinsichtlich der Bewertung, erhält (*Parl. Dok.*, Senat, 2005-2006, Nr. 3-1707/1, SS. 11 und 12).

Indem er jedoch einem Magistrat des Rechnungshofes, der durch dessen Ersten Präsidenten bestimmt wird, und einen Spezialisten für Personalführung, der durch den Minister der Justiz auf Vorschlag des Ministers des Öffentlichen Dienstes bestimmt wird, ein Stimmrecht verleiht, ermöglicht Artikel 259^{undecies} § 3 Absätze 5, 12, 13 und 15 es, dass sich in die rechtsprechende Gewalt Behörden einmischen, die ihr fremd sind, während der Verfassungsgeber bei der Annahme von Artikel 151 der Verfassung erklärt hat, die Bewertung müsse «unter

vollständiger Wahrung der Unabhängigkeit der Rechtsprechungsfunktion erfolgen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1675/4, S. 9) und die Bewertung müsse «als eine durch Gleiche vorgenommene Bewertung im Rahmen der Gerichtsorganisation ausgelegt werden» (ebenda, SS. 51-52; im gleichen Sinne: *Parl. Dok.*, Senat, 1998-1999, Nr. 1-1121/3, S. 6). Diese Verletzung der Gewaltentrennung beinhaltet eine diskriminierende Beeinträchtigung der Unabhängigkeit, die Artikel 151 § 1 der Verfassung den darin vorgesehenen Personen gewährleistet.

B.4.7. Der erste und der zweite Klagegrund sind begründet.

In Bezug auf den dritten Klagegrund

B.5.1. Im dritten Klagegrund führen die klagenden Parteien an, die angefochtenen Bestimmungen verstießen gegen die Artikel 10, 11, 13 und 151 § 1 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 6 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 14 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte, insofern gegen die Beschlüsse über die Bewertung kein Einspruch möglich sei und sie keiner richterlichen Kontrolle unterlägen, obwohl sie die Laufbahn des betreffenden Magistrats beeinflussten und auf der Beurteilung durch Personen beruhten, von denen einige nicht zur Magistratur gehörten.

B.5.2. Da der erste und der zweite Klagegrund, die sich auf den Grundsatz der Bewertung beziehen, begründet sind hinsichtlich der Korpschefs der Gerichtshöfe und Gerichte, braucht der Klagegrund bezüglich des Fehlens einer Kontrolle darüber nur insofern geprüft zu werden, als er die Korpschefs der Staatsanwaltschaft betrifft.

B.5.3. Artikel 259*novies* § 5 sowie - zu einem durch den König festzusetzenden Datum und spätestens am 1. Januar 2008 - Artikel 259*novies* § 10 Absatz 11 sehen die Möglichkeit für die Betroffenen vor, Bemerkungen zu ihrer vorläufigen Bewertung zu übermitteln.

B.5.4. Durch diese Möglichkeit können die Betroffenen erreichen, dass das Bewertungskollegium, das die vorläufige Bewertung verfasst hat, seinen Beschluss überprüft. Indem der Gesetzgeber keine richterliche Kontrolle der Bewertung vorgesehen hat, hat er die Korpschefs auf die gleiche Weise wie die anderen Magistrate behandelt, weil deren Bewertung ebenfalls nicht Gegenstand einer richterlichen Kontrolle sein kann. Die Betroffenen verfügen außerdem über die Möglichkeit, diese Bewertung anzufechten, wenn sie Entscheidungen beeinflusst, die sie benachteiligen und gegen die sie eine Beschwerde einlegen.

B.5.5. Der dritte Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf den vierten Klagegrund

B.6.1. Im vierten Klagegrund führen die klagenden Parteien an, die angefochtenen Bestimmungen verstießen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern sie eine Bewertungsregelung für die Beamten der Staatsanwaltschaft (einschließlich der Korpschefs) einführen; diese könne nicht aufrechterhalten werden, da Artikel 259*quater* des Gerichtsgesetzbuches die Richterschaft und die Staatsanwaltschaft gleichstellen sollte und die für die Korpschefs der Ersteren vorgesehene Bewertungsregelung nicht der Verfassungsmäßigkeitsprüfung standhalte.

B.6.2. Aus Artikel 151 § 6 der Verfassung geht hervor, dass alle Beamten der Staatsanwaltschaft der Bewertung unterliegen, während in dieser Bestimmung nicht eine solche allgemeine Regel für die Richterschaft vorgesehen ist. Diese Entscheidung des Verfassungsgebers ist für den Hof ebenso wie für den Gesetzgeber verbindlich.

B.6.3. Der vierte Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf den fünften Klagegrund

B.7.1. Im fünften Klagegrund führen die klagenden Parteien an, die angefochtenen Bestimmungen verstießen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern sie für die Korpschefs eine Bewertung durch ein Kollegium vorsähen, die sich insbesondere auf ihre «Managementfähigkeiten», die Personalführung und die zur Bekämpfung des Gerichtsrückstands ergriffenen Initiativen beziehe (Artikel 259*novies* § 1 Absatz 5), während die für die Inhaber eines beigeordneten Mandats oder eines spezifischen Mandats - die dennoch ebenfalls diese Fähigkeiten nachweisen müssten - vorgesehene Bewertung sich nicht auf diese Elemente beziehe und durch den Korpschef vorgenommen werde.

B.7.2. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, obliegt die Bewertung der Inhaber eines beigeordneten Mandats nicht alleine dem Korpschef, sondern ihm und den aufgrund von Artikel 259*decies* § 2, auf den in Artikel 259*undecies* § 1 verwiesen wird, bestimmten Magistraten.

B.7.3. Da der erste und der zweite Klagegrund, die sich auf den Grundsatz der Bewertung beziehen, in Bezug auf die Korpschefs der Gerichtshöfe und Gerichte begründet sind, braucht der Klagegrund bezüglich des Gegenstands der Bewertung nur geprüft zu werden, insofern er sich auf die Korpschefs der Staatsanwaltschaft bezieht.

B.7.4. Den Vorarbeiten zu Artikel 151 § 5 der Verfassung zufolge haben «die Verantwortungen, die durch die Ersten Staatsanwälte zu tragen sind, nicht die gleiche Beschaffenheit wie diejenigen, die von den Korpschefs verlangt werden» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1675/4, S. 49). Außerdem werden die Inhaber der beigeordneten Mandate im Gegensatz zu den Korpschefs als deren enge Mitarbeiter angesehen, die sie in deren Aufgaben unterstützen sollen (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1677/1, SS. 76 und 77). Der Gesetzgeber konnte somit davon ausgehen, dass die Bewertung der Fähigkeiten im Sinne von Artikel 259*novies* § 1 Absatz 5 auf die Korpschefs begrenzt werden konnte, und nur für diese ein Bewertungskollegium vorsehen.

B.7.5. Der fünfte Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

(1) erklärt insofern, als sie auf die Korpschefs der Gerichtshöfe und Gerichte anwendbar sind,

- in Artikel 259*quater* § 3*bis* Absatz 3 des Gerichtsgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 3 Nr. 5 des Gesetzes vom 18. Dezember 2006 «zur Abänderung der Artikel 80, 259*quater*, 259*quinquies*, 259*nonies*, 259*decies*, 259*undecies*, 323*bis*, 340, 341, 346 und 359 des Gerichtsgesetzbuches, zur Wiederaufnahme von Artikel 324 in dieses Gesetzbuch und zur Abänderung der Artikel 43 und 43*quater* des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten», die Wortfolge «die die in Artikel 259*novies* § 10 Absatz 14 erwähnten Schriftstücke enthält»,

- in Artikel 259*novies* § 1 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 5 des vorerwähnten Gesetzes, die Wortfolge «ein Mandat als Korpschef»,

- Artikel 259*novies* § 1 Absatz 5, § 9 Absätze 2 bis 9 und § 10 des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 5 des vorerwähnten Gesetzes,

- Artikel 259*undecies* § 3 des Gerichtsgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 7 Nr. 2 des vorerwähnten Gesetzes, für nichtig;

(2) weist die Klage im Übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, in der öffentlichen Sitzung vom 1. September 2008.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,
M. Melchior.